
SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA

PLAN MINISTÉRIEL 2020-2021



Anita Anand, c.p., députée
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement



Services publics et
Approvisionnement Canada

Public Services and
Procurement Canada

Canada 

Numéro de catalogue : P1-33F-PDF

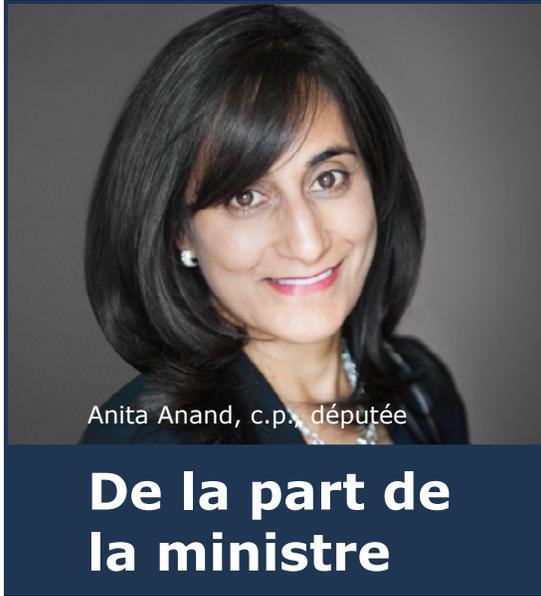
ISSN : 2371-8854

Erratum

La date d'atteinte de la cible pour l'indicateur "Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements", à la page 37 de la version pdf a été changée du 31 mars 2021 au 31 mars 2030.

Table des matières

De la part de la ministre	1
Aperçu de nos plans	5
Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques.	9
Achat de biens et de services	9
Paiements et comptabilité	19
Biens et infrastructure	25
Soutien à l'échelle du gouvernement	39
Ombudsman de l'approvisionnement	45
Services internes : résultats prévus.	49
Dépenses et ressources humaines.	55
Dépenses prévues	55
Ressources humaines prévues	58
Budget des dépenses par crédit voté	58
État des résultats condensé prospectif	59
Renseignements ministériels	61
Profil organisationnel	61
Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités	61
Contexte opérationnel	62
Cadre de présentation de rapports	62
Renseignements connexes sur le répertoire des programmes	65
Tableaux de renseignements supplémentaires.	67
Dépenses fiscales fédérales.	69
Coordonnées de l'organisation	71
Annexe : définitions	73
Notes en fin d'ouvrage	77



Je suis ravie de présenter le Plan ministériel 2020-2021 de Services publics et Approvisionnement Canada.

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) appuie les activités quotidiennes du gouvernement du Canada. Nous sommes l'acheteur central, le spécialiste des questions linguistiques et le gestionnaire de biens immobiliers du gouvernement du Canada. SPAC est également le trésorier, le comptable, le conseiller en intégrité et l'administrateur de la paye et des pensions du gouvernement. Notre travail contribue donc à l'établissement d'une économie et d'une société canadiennes inclusives, innovatrices et accessibles.

Le présent plan présente les faits saillants des priorités du Ministère pour 2020-2021. Ces priorités contribueront à leur tour à la réalisation des engagements énoncés dans ma lettre de mandat et sous-tendent le travail des employés engagés de SPAC.

En tant que ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, l'une de mes principales priorités consiste à faire en sorte que nos fonctionnaires dévoués soient payés avec exactitude et à temps. Bien que le Ministère ait réalisé des progrès dans les efforts visant à réduire l'arriéré du traitement des opérations de paye, nous continuerons de faire tous les efforts nécessaires pour stabiliser le système et éliminer les problèmes de paye en suspens.

L'achat de fournitures et d'équipement essentiels au travail des courageux membres des Forces armées canadiennes et de la Garde côtière canadienne demeure également une priorité.

SPAC fera progresser le processus concurrentiel d'acquisition d'avions de chasse de pointe pour remplacer la flotte de CF-18 du Canada, tout en assurant le meilleur rapport qualité-prix et en appuyant les priorités du Canada en matière de défense. Dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale, SPAC collabore avec ses partenaires pour livrer à la Marine royale canadienne et à la Garde côtière canadienne des navires dont ils ont grandement besoin, ce qui se traduit par de nouveaux emplois, une croissance économique et un secteur maritime durable pour la population canadienne.

En collaboration avec d'autres ministères, SPAC présentera des analyses et des options pour la création d'Approvisionnement de défense Canada afin de s'assurer

que les approvisionnements les plus complexes de la Défense nationale et de la Garde côtière canadienne sont livrés en temps opportun et avec une transparence accrue pour le Parlement.

SPAC gère des approvisionnements d'environ 15 milliards de dollars par année et nous continuons de nous concentrer sur la simplification de nos systèmes d'approvisionnement afin que les ministères et organismes soient en mesure d'acquérir plus facilement les biens et les services dont ils ont besoin pour offrir leurs programmes pour le compte des Canadiens.

Dans l'ensemble de son travail, SPAC s'est également engagé à lutter contre les changements climatiques. Le Ministère intégrera le développement durable et la réduction de la demande d'énergie et de la production des gaz à effet de serre dans ses projets immobiliers. Nous unirons également nos efforts avec ceux de nos partenaires pour élaborer un plan visant à alimenter les immeubles fédéraux en électricité propre à 100 %, lorsque cela est disponible, d'ici 2022. Ce faisant, le travail de SPAC contribuera à appuyer la croissance de nouvelles sources d'électricité propre et d'énergie renouvelable au fur et à mesure qu'elles deviendront disponibles.

La restauration et la modernisation des édifices du Parlement et d'autres édifices patrimoniaux du Canada demeurent une priorité clé. En s'appuyant sur la restauration réussie de l'édifice de l'Ouest et de l'édifice du Sénat du Canada en 2018, SPAC fait progresser

des travaux importants de la réhabilitation de l'édifice du Centre, le plus grand projet de ce genre de l'histoire canadienne récente. Plusieurs autres projets sont également en cours, dont les travaux de restauration de l'édifice situé au 100, rue Wellington, qui permettront d'offrir un espace aux peuples autochtones au sein de la Cité parlementaire. Après leur restauration, ces édifices historiques respecteront et, dans la mesure du possible, dépasseront les normes d'accessibilité et de durabilité. Par ailleurs, dans la région de la capitale nationale, des investissements importants sont prévus dans les ponts interprovinciaux pour répondre aux besoins d'une population régionale croissante.

En partenariat avec les ministères et organismes fédéraux à vocation scientifique, SPAC fera progresser l'engagement du gouvernement à renforcer les sciences fédérales en créant des installations scientifiques collaboratives de calibre mondial. En 2020-2021, le Ministère mettra au point la sélection des sites des nouvelles installations et lancera des activités d'approvisionnement pour les projets partout au Canada.

Le Bureau de la traduction, un élément important de SPAC qui joue un rôle essentiel dans la promotion de la dualité linguistique, modernisera également ses outils pour offrir des services linguistiques rapides et de haute qualité à l'aide de flux de travail automatisés et en réalisant des expériences avec des solutions d'intelligence artificielle. Le Bureau

renforcera également sa capacité afin de promouvoir l'interprétation de la langue des signes et d'accroître l'utilisation des langues autochtones.

Ce ne sont là que quelques-unes de nos priorités pour 2020-2021. Je me réjouis à l'idée de travailler avec les employés dévoués de SPAC pendant que nous continuons d'investir dans les Canadiens

et leurs communautés, de créer de bons emplois pour la classe moyenne, de lutter contre les changements climatiques et de stimuler la croissance de notre économie.

Anita Anand, c.p., députée
Ministre des Services publics et de
l'Approvisionnement 



La ministre Anand, le sous-ministre adjoint Rob Wright et le sous-ministre délégué Michael Vandergrift font la tournée du 100 Wellington (Espace pour les peuples autochtones) et de l'édifice du Centre (le 4 décembre 2019)

Aperçu de nos plans

En 2020-2021, Services publics et Approvisionnement Canada prendra les mesures suivantes :

Achat de biens et de services

- Faire progresser les initiatives visant à moderniser l'approvisionnement et à assurer l'optimisation des ressources, par exemple en augmentant la diversité des soumissionnaires dans les marchés publics et en élaborant de meilleurs outils de gestion du rendement des fournisseurs afin d'inciter les fournisseurs à fournir des biens et des services de haute qualité.
- Rendre le processus d'achat plus simple et faciliter l'accès aux achats par le déploiement progressif de la Solution d'achats électroniques (SAE) en nuage au sein de SPAC.
- Participer à l'élaboration d'une proposition pour le nouveau Service canadien d'apprentissage.
- Examiner les mesures qui appuient la conversion des parcs de véhicules gouvernementaux en véhicules à zéro émission.
- À l'appui de la réconciliation, travailler à accroître la participation des peuples autochtones à l'approvisionnement fédéral et faire en sorte qu'au moins 5 % des contrats du gouvernement fédéral soient accordés à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones.
- Faire progresser des projets d'approvisionnements clés à l'appui de la Politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement, y compris le processus concurrentiel visant à remplacer la flotte des avions de combat et étudier les options pour la création d'Approvisionnement de défense Canada.
- Travailler avec des partenaires pour livrer, dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale (SNCN), les navires dont la Marine royale du Canada et la Garde côtière canadienne ont grandement besoin tout en créant des emplois et en générant une croissance économique pour le Canada.

Paievements et comptabilité

- Poursuivre les progrès vers l'élimination de l'arriéré du traitement des problèmes de paye en suspens pour les fonctionnaires causé par le système de paye Phénix.
- Offrir des services axés sur la clientèle qui améliorent l'engagement envers les participants aux régimes de retraite et qui tirent parti des pratiques exemplaires éprouvées de l'industrie pour qu'ainsi plus de 904 000 membres, tant actifs que retraités, des régimes de retraite administrés par SPAC puissent avoir un accès facile aux renseignements sur les pensions et recevoir des paiements exacts et en temps opportun.

Biens et infrastructure

- Faire progresser la durabilité, la résilience climatique et le programme écologique pour les biens immobiliers et les infrastructures du gouvernement fédéral en intégrant le développement durable, l'utilisation des énergies propres, la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre dans la prise de décisions, la planification et la réalisation des projets immobiliers.
- Continuer d'améliorer les points de passage dans la région de la capitale nationale (RCN) afin de réduire la congestion, d'améliorer la fluidité et d'augmenter les options de transport dans toute la RCN.
- Faire progresser l'engagement du gouvernement du Canada à revitaliser les laboratoires scientifiques et technologiques fédéraux en faisant progresser la conception des nouveaux laboratoires et installations de recherche en fonction des exigences du plan intégré de la science, en mettant au point la sélection des sites et en lançant des activités d'approvisionnement pour des projets partout au Canada qui appuieront l'excellence scientifique, l'innovation et la prise de décisions fondées sur des données probantes dans l'ensemble du gouvernement fédéral.
- Continuer de faire progresser le rythme de la modernisation (aménagement) des bureaux en offrant un milieu de travail novateur et axé sur l'avenir qui change notre façon de travailler et soutient une fonction publique de classe mondiale capable de donner des services appropriés au Canada et aux Canadiens.
- Faire avancer les activités de construction importantes visant la restauration historique de l'édifice du Centre et lancer un concours international de conception pour le réaménagement des biens appartenant à l'État situés en face de la Colline du Parlement, le long des rues Wellington et Sparks, tout en s'assurant que l'accessibilité, la durabilité et la sécurité sont maintenues au premier plan de la transformation globale de la Cité parlementaire en un complexe intégré.
- Continuer à travailler avec Relations Couronne-Autochtones Canada, les organisations autochtones nationales et la Nation algonquine pour commencer à utiliser à court terme le 100, rue Wellington et à transformer cet édifice unique en un espace national destiné aux peuples autochtones.
- Poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre d'un régime de paiement rapide pour les projets de construction fédéraux par l'élaboration de règlements et la désignation d'une autorité des intervenants experts.

Soutien à l'échelle du gouvernement

- Continuer à fournir des services d'interprétation à distance de qualité et s'adapter au rythme rapide de la transformation numérique que vivent les services linguistiques, notamment en utilisant l'intelligence artificielle et d'autres technologies pour appuyer le travail des traducteurs et des interprètes afin de leur permettre de concentrer leur savoir faire sur la qualité, à travailler afin de renforcer les capacités de traduction et d'interprétation des langues autochtones ainsi qu'en ce qui concerne l'interprétation en langage gestuel.
- Continuer d'explorer et de mettre en œuvre de nouvelles façons novatrices pour mieux protéger l'intégrité du système fédéral d'immobilier et d'approvisionnement.
- Appuyer la transition vers un gouvernement plus numérique afin d'améliorer la prestation des services gouvernementaux et de renforcer la capacité d'utiliser des outils et des méthodes modernes.
- Continuer à transformer le Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées afin de tenir compte de l'évolution de la menace externe, et élaborer une approche de prestation axée davantage sur le client pour protéger les renseignements et les biens sensibles et stratégiques du gouvernement auxquels le secteur privé a accès.

Ombudsman de l'approvisionnement

Tout en demeurant indépendant des organisations fédérales, le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) fera ce qui suit :

- Examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin de promouvoir l'équité, l'ouverture et la transparence.
- Examiner les plaintes des fournisseurs canadiens et formuler des recommandations en vue d'améliorer les pratiques d'approvisionnement du gouvernement fédéral.
- Offrir des services substitutifs de résolution des différends à faible coût qui permettent aux fournisseurs et aux organisations fédérales de se réunir dans un cadre neutre afin de trouver des solutions, de préserver les relations d'affaires et d'éviter des procédures coûteuses.
- Transmettre l'information relative à l'approvisionnement aux organisations fédérales et aux fournisseurs canadiens afin de promouvoir la simplification et la transparence du processus d'approvisionnement.

Pour de plus amples renseignements sur les plans, les priorités et les résultats prévus de Services publics et Approvisionnement Canada, consulter la section [« Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques »](#) du présent rapport. 🍁



Navires de soutien interarmées

Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques

Cette section contient des renseignements détaillés sur les ressources et les résultats prévus du Ministère pour chacune de ses responsabilités essentielles. Elle contient également des renseignements sur les principaux risques liés à l'atteinte de ces résultats.

Achat de biens et de services

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Faits saillants de la planification

Résultat ministériel : *Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix.*

À titre d'acheteur central du gouvernement du Canada, SPAC continuera à gérer les achats de biens et de services d'une valeur d'environ 15 milliards de dollars chaque année pour les ministères et organismes fédéraux. Le Ministère

continue de faire progresser les initiatives visant à moderniser l'approvisionnement et à assurer l'optimisation des ressources. Le [Guide à l'intention des praticiens sur l'établissement des prix en approvisionnement](#)¹ favorise une compréhension commune de l'établissement des coûts et de son importance stratégique dans l'atteinte des principaux objectifs liés à l'approvisionnement et à l'optimisation des ressources pour le Canada. La troisième phase de ce guide sera publiée en 2020-2021, et sa mise en œuvre sera soutenue par de la formation.

Le Ministère renforce la gestion et l'intégrité des achats fédéraux par l'élaboration et la mise en œuvre graduelle d'un régime de gestion du rendement des fournisseurs qui nécessitera une nouvelle politique, des lignes directrices et des formations à l'appui. Ce régime permettra également au gouvernement de tenir les fournisseurs responsables de leur mauvaise performance et d'encourager le bon rendement. En 2020-2021, SPAC élaborera des indicateurs de rendement clés qui seront utilisés pour évaluer le rendement des fournisseurs, en plus d'entamer la mise à l'essai du régime à l'aide de certains biens et services, en collaboration avec d'autres ministères et l'industrie. SPAC s'efforcera également d'accroître le nombre d'outils d'approvisionnement que les provinces et les territoires peuvent utiliser dans le cadre de l'Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif.

En tant que chef de file dans le domaine de l'approvisionnement au Canada, SPAC continuera d'examiner et d'améliorer les méthodes d'approvisionnement afin d'aider les organisations fédérales à répondre à leurs besoins opérationnels. À cette fin, le Ministère a mis en œuvre un projet pilote visant à évaluer une approche fondée sur les risques pour rationaliser l'approbation des contrats d'approvisionnement en matière de défense afin que les Forces armées canadiennes puissent obtenir l'équipement dont elles ont besoin plus rapidement. SPAC collaborera également avec le ministère de la Défense nationale et le Secrétariat du Conseil

du Trésor du Canada pour analyser les résultats du projet pilote et proposer des options futures. Le Ministère continuera en outre de gérer les projets d'approvisionnement agile pour peaufiner cette nouvelle approche qui réunit le gouvernement et l'industrie et veut concevoir des approvisionnements de façon itérative et obtenir des résultats, ainsi que mettre à l'essai d'autres approches d'approvisionnement novatrices. SPAC dirigera également des analyses et des options pour la création d'Approvisionnement de défense Canada, avec l'appui du ministère de la Défense nationale et du ministère des Pêches et des Océans et de la Garde côtière canadienne, afin de s'assurer que les projets d'approvisionnement pour la Défense nationale et la Garde côtière canadienne sont exécutés à temps et avec une plus grande transparence pour le Parlement.

Le Ministère continuera également de mettre en œuvre les principes de l'initiative de soutien, qui consistent à adopter des approches contractuelles adaptées pour l'entretien et la réparation de l'équipement militaire afin de s'assurer de répondre aux besoins particuliers de chaque projet de maintien en service. Pendant l'exercice, SPAC élaborera du matériel d'orientation et de la formation améliorés.

L'acquisition de matériel de défense et de matériel maritime continuera d'être une priorité pour le Ministère, ce qui inclut les acquisitions clés à l'appui de la politique de défense du Canada, Protection, Sécurité,



Approvisionnement en matière de défense : Le sous-ministre Bill Matthews et le sous-ministre délégué Michael Vandergrift.

Engagement et de la Stratégie nationale de construction navale (SNCN).

Dans le cadre de la SNCN, le Ministère travaille avec ses partenaires pour livrer les navires dont la Marine royale du Canada et la Garde côtière canadienne ont grandement besoin, ce qui permet également de créer des emplois et de favoriser la croissance économique au Canada, en plus de bâtir un secteur maritime canadien durable. En 2020-2021, SPAC envisage d'ajouter un troisième chantier naval canadien comme partenaire dans le cadre de la Stratégie et fera également progresser les projets dans ses chantiers navals partenaires actuels.

Le Ministère poursuivra également le processus d'acquisition d'avions de chasse perfectionnés pour remplacer la flotte de CF-18 du Canada avec l'évaluation des propositions et un processus de dialogue avec les soumissionnaires les mieux classés.

Résultat ministériel : *Les achats du gouvernement sont simples, facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs.*

SPAC mettra en oeuvre un système d'approvisionnement de calibre mondial qui optimise les ressources tout en faisant progresser les objectifs socio-économiques du gouvernement, en

simplifiant le système d'approvisionnement pour les fournisseurs et les ministères clients et en s'assurant d'obtenir des résultats tangibles pour les Canadiens. Le Ministère ira notamment de l'avant avec la mise en œuvre de la Solution d'achats électroniques modernisée, en nuage, au sein de SPAC, qui facilitera l'achat des biens et des services dont les ministères et organismes ont besoin afin de mettre en place leurs programmes destinés aux Canadiens. Le nouveau système simplifiera également la façon dont les fournisseurs de toutes tailles et de toutes les régions du pays font affaire avec le gouvernement du Canada.

Dans le cadre de son engagement envers le gouvernement ouvert, SPAC publiera des ensembles de données supplémentaires grâce à sa participation continue à l'initiative sur la norme internationale de données

sur la commande publique ouverte et terminera l'élaboration et la mise en œuvre d'une Stratégie sur les données d'approvisionnement. Le Ministère continuera également de collaborer avec d'autres administrations canadiennes afin d'adopter des normes communes sur les données en matière de passation des marchés en ce qui concerne les avis d'appel d'offres.

SPAC continuera de simplifier l'approvisionnement pour les fournisseurs par la mise en œuvre progressive d'un modèle de contrat simplifié comportant des clauses plus simples et une structure de contrat normalisée. En outre, le Ministère élaborera et mettra en œuvre des pratiques exemplaires en ce qui concerne les projets d'approvisionnement en partenariat public-privé (PPP), ce qui inclura un modèle simplifié d'accord relatif à un projet.



Résultat ministériel : *Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada.*

En tant que plus important acheteur public de biens et de services, le gouvernement du Canada utilise son pouvoir d'achat pour atteindre ses objectifs en matière de politique économique, environnementale et sociale.

Afin de faire progresser l'engagement du Canada à soutenir la réconciliation avec les peuples autochtones, SPAC continuera aussi de mettre en œuvre des régimes d'avantages pour les Autochtones dans le cadre de certains achats stratégiques afin d'offrir des avantages directs aux peuples et aux entreprises autochtones sur les territoires traditionnels sur lesquels des travaux sont effectués. En outre, le Ministère va également collaborer avec Services aux Autochtones Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pour créer davantage de possibilités de réussite et de croissance pour les entreprises autochtones en établissant un nouvel objectif, soit d'attribuer un minimum de 5 % des contrats fédéraux à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones.

Le Ministère adoptera aussi d'autres mesures afin d'augmenter la diversité des soumissionnaires et la participation des petites et moyennes entreprises appartenant à des groupes sous-représentés dans les marchés publics fédéraux. Ce travail comporte une sensibilisation accrue auprès de

l'industrie et l'élargissement des partenariats avec des organisations professionnelles qui appuient les collectivités sous-représentées, comme la Chambre de commerce des gais et des lesbiennes, Women Business Enterprises Canada, le Conseil canadien des fournisseurs autochtones et de minorités visibles et Inclusive Workplace and Supply Council of Canada. SPAC continuera également à élaborer des stratégies d'approvisionnement inclusives, y compris l'expérimentation avec des objectifs socio-économiques dans les approvisionnements. Emploi et Développement social Canada dirigera la création d'un nouveau Service canadien d'apprentissage à partir duquel SPAC élaborera des options pour encourager la participation des fournisseurs et fixer des objectifs pour accroître l'inclusion des femmes qui travaillent dans les métiers dans les contrats de construction du gouvernement fédéral. De plus, le Ministère évaluera et peaufinera les mesures d'approvisionnement social appliquées à la méthode actualisée d'approvisionnement en Services du personnel temporaire et cherchera des occasions d'étendre ces mesures à d'autres outils d'approvisionnement pour les services professionnels.

SPAC continuera de permettre d'intégrer des facteurs environnementaux dans les achats afin de réduire l'empreinte écologique du gouvernement et de créer de nouveaux marchés pour les produits et services novateurs et technologies propres. Comme l'intégration des plastiques durables et des solutions de

rechange est une priorité, le Ministère mettra, en 2020-2021, un accent particulier sur le développement et la mise en œuvre d'un langage contractuel visant à favoriser la réduction des déchets d'emballage et à améliorer la durabilité des produits. SPAC proposera également une série de mesures qui soutiendront l'adoption des véhicules à émission zéro dans les parcs automobiles de l'État.

Le 4 septembre 2019, le gouvernement du Canada a annoncé une nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes. Dans le cadre de cette stratégie, SPAC s'efforcera d'améliorer les chaînes d'approvisionnement du fédéral afin de s'assurer qu'elles sont exemptes de traite des personnes et d'exploitation de la main-d'œuvre.

SPAC poursuit ses activités de mise en œuvre la *Loi canadienne sur l'accessibilité* avec la création du centre de ressources en approvisionnement accessible. Le Ministère s'efforcera d'assurer l'accessibilité des outils et les ressources d'approvisionnement dans l'ensemble du gouvernement et d'associer les personnes handicapées et les fournisseurs à l'établissement des normes et directives pertinentes pour les principaux produits.

Analyse comparative entre les sexes plus

Dans le contexte de l'initiative de la Solution d'achats électroniques (SEA), les facteurs associés à l'analyse comparative entre les sexes plus



SPAC proposera une série de mesures qui soutiendront l'adoption des véhicules à émission zéro dans les parcs automobiles de l'État.

(ACS+) ont permis de déterminer qu'au fur et à mesure de la transformation, les personnes et les groupes vivront le changement de différentes façons selon différents facteurs qui se recoupent comme le sexe, le genre, la langue, l'âge, la capacité physique, le contexte géographique ou régional, la durée du service et la durée d'occupation. Les éléments de l'ACS+ et les incidences possibles qui ont été notés à l'étape préalable à la mise en œuvre de la SEA continueront d'être examinés attentivement lors de la mise en œuvre de la solution. De plus, on prévoit des répercussions positives au niveau de l'accessibilité grâce à une technologie améliorée qui rend les processus d'approvisionnement plus simples, plus clairs, plus accessibles et moins lourds.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD)

Les activités prévues par SPAC dans le cadre de sa responsabilité essentielle, Achat de biens et de services, soutiennent les efforts du Canada afin de se conformer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Les différents programmes et initiatives relevant de cette responsabilité essentielle, y compris la modernisation de l'approvisionnement, les stratégies d'approvisionnement inclusives, le centre de ressources en approvisionnement accessible et l'intégration des plastiques et de solutions de rechange durables, contribuent à ce qui suit :

- parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (ODD 5, cible 5.5);
- promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous (ODD 8, cible 8.3);
- établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cible 12.7).

De plus amples informations sur les ODD sont disponibles sur le site Web des [Nations Unies](#)ⁱⁱ.

Principaux risques

Approvisionnement en matière de défense et de transport maritime

Afin d'assurer la réalisation en temps opportun des objectifs de la politique

de défense, Protection, Sécurité et Engagement et de la SNCN, SPAC mettra en œuvre des mesures pour gérer les complexités inhérentes aux approvisionnements en matière de défense et de transport maritime. Ces mesures comprendront l'embauche et la formation d'employés supplémentaires spécialisés en approvisionnement, la poursuite de la collaboration étroite avec les partenaires et les intervenants, y compris ceux qui œuvrent dans les industries de la défense et du transport maritime, et la poursuite de la mise en œuvre des principes de l'Initiative de soutien, afin d'optimiser les pratiques d'approvisionnement en matière de défense et de transport maritime.

Solution d'achats électroniques

Compte tenu de son ampleur et de sa complexité, il y a un risque que la Solution d'achats électroniques (SAE) ne soit pas livrée selon le calendrier et le budget et qu'elle ne produise pas les résultats escomptés. Pour atténuer ce risque, SPAC tire parti des leçons tirées d'autres grands projets de technologie de l'information, à accroître la capacité de livraison interne et à mettre en œuvre une gouvernance solide et une forte mobilisation communautaire. De plus, le Ministère continuera d'élargir les équipes d'exécution de projets en faisant appel à d'autres experts en la matière, afin de renforcer le leadership en matière de gestion de projet. SPAC mettra également hors service les systèmes d'approvisionnement existants seulement une fois que tous les essais de la SAE auront été concluants quant à son efficacité.

Résultats prévus pour Achat de biens et de services

Résultat ministériel	Indicateur de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2016-2017	Résultat réel 2017-2018	Résultat réel 2018-2019
Les organisations fédérales disposent des produits et services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix.	Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC.	80 %	31 mars 2021	82 %	84 %	84 %
	Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits.	85 %	31 mars 2021	82,3 %	82,3 %	80,8 %
	Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits.	80 %	31 mars 2021	76,0 %	76,7 %	71,1 %
	Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat.	1,75 \$	31 mars 2021	0,47 \$ ¹	0,58 \$ ²	1,65 \$
	Pourcentage de la valeur en argent attribuée dans le cadre de processus de passation de contrats concurrentiels.	80 %	31 mars 2021	80,5 %	80 %	84 %
	Pourcentage de contrats attribués dans le cadre d'offres à commandes et/ou d'arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC.	40 %	31 mars 2021	39,8 %	30 %	Les données seront disponibles en avril 2020.
	Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique.	80 %	31 mars 2021	82 %	62 %	81 %
	Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions ont été reçues (niveaux 3 à 5).	À déterminer ³	31 mars 2021	S.O.	S.O.	S.O. ⁴
	Nombre moyen de soumissionnaires qualifiés dans le cadre des processus d'approvisionnement concurrentiels complexes.	À déterminer ⁵	31 mars 2021	S.O.	S.O.	S.O. ⁶
Les achats du gouvernement sont simples, facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs.	Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'achat comme étant simple et facilement accessible.	74 %	31 mars 2021	S.O.	S.O.	72 %
	Pourcentage de contrats attribués ayant fait l'objet d'une plainte fondée.	1 %	31 mars 2021	0,07 %	0,00 %	0,07 %
	Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'achat comme étant juste et transparent.	À déterminer ⁷	31 mars 2021	S.O.	S.O.	56 %
	Nombre d'approvisionnements numériques souples.	15	31 mars 2021	S.O.	S.O.	3

Résultats prévus pour Achat de biens et de services (suite)

Résultat ministériel	Indicateur de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2016-2017	Résultat réel 2017-2018	Résultat réel 2018-2019
Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada.	Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises.	40 %	31 mars 2021	47,5 %	67 %	49 %
	Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC qui visent des biens et des services « écologiques ».	42,5 %	31 mars 2021	15 %	13,5 %	40 %
	Pourcentage d'augmentation de la participation d'entreprises appartenant à des Autochtones aux processus d'approvisionnement.	À déterminer ⁸	31 mars 2021	S.O.	S.O.	S.O. ⁹
	Pourcentage d'augmentation de la participation d'entreprises appartenant à des femmes aux processus d'approvisionnement.	À déterminer ¹⁰	31 mars 2021	S.O.	S.O.	S.O. ¹¹

1. En 2016-2017, la cible était de 0,80 \$, car une méthode différente a été utilisée.
2. En 2017-2018, la cible était de 0,80 \$, car une méthode différente a été utilisée.
3. Les données pour un exercice complet ne sont pas encore disponibles pour cet indicateur; il n'est donc pas encore possible d'établir une cible.
4. Les résultats ne sont pas disponibles pour cet indicateur, car les systèmes actuels de gestion des données sur l'approvisionnement sont principalement axés sur la volumétrie des marchés (données sur l'attribution des marchés). On procède au remplacement de ces systèmes par la solution d'achats électroniques, qui sera en mesure de saisir ces données de façon systématique.
5. Les données pour un exercice complet ne sont pas encore disponibles pour cet indicateur; il n'est donc pas encore possible d'établir une cible.
6. Les résultats ne sont pas disponibles pour cet indicateur, car les systèmes actuels de gestion des données sur l'approvisionnement sont principalement axés sur la volumétrie des marchés (données sur l'attribution des marchés). On procède au remplacement de ces systèmes par la solution d'achats électroniques, qui sera en mesure de saisir ces données de façon systématique.
7. SPAC examine à l'heure actuelle la méthode pour mesurer cet indicateur afin qu'une cible puisse être établie pour 2021-2022.
8. Les données pour un exercice complet ne sont pas encore disponibles pour cet indicateur; il n'est donc pas encore possible d'établir une cible.
9. Les résultats ne sont pas disponibles pour cet indicateur, car les systèmes actuels de gestion des données sur l'approvisionnement sont principalement axés sur la volumétrie des marchés (données sur l'attribution des marchés). On procède au remplacement de ces systèmes par la solution d'achats électroniques, qui sera en mesure de saisir ces données de façon systématique.
10. Les données pour un exercice complet ne sont pas encore disponibles pour cet indicateur; il n'est donc pas encore possible d'établir une cible.
11. Les résultats ne sont pas disponibles pour cet indicateur, car les systèmes actuels de gestion des données sur l'approvisionnement sont principalement axés sur la volumétrie des marchés (données sur l'attribution des marchés). On procède au remplacement de ces systèmes par la solution d'achats électroniques, qui sera en mesure de saisir ces données de façon systématique.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)ⁱⁱⁱ.

Ressources financières budgétaires prévues pour Achat de biens et de services

Dépenses budgétaires 2020-2021 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022	Dépenses prévues 2022-2023
206 899 418	206 899 418	147 864 928	144 920 400

La variation dans les dépenses nettes prévues est principalement liée à la réduction des besoins de financement ayant découlé de la mise en œuvre de la Solution d’approvisionnement électronique, une initiative présentée dans le budget 2018 qui permettra de simplifier et d’améliorer l’approvisionnement.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l’[InfoBase du GC](#)^{iv}.

Ressources humaines prévues pour Achat de biens et de services

Nombre d’équivalents temps plein prévus 2020-2021	Nombre d’équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d’équivalents temps plein prévus 2022-2023
1 860,30	1 800,60	1 772,40

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l’[InfoBase du GC](#)^v.

Paielements et comptabilité

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pensions du gouvernement du Canada.

Faits saillants de la planification

Résultat ministériel : *Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.*

En appuyant la ministre en tant que receveur général du Canada, SPAC gère les opérations du Trésor fédéral avec un flux de trésorerie annuel de 2,2 billions de dollars, grâce à l'émission et au règlement de plus de 325 millions en paiements au nom du gouvernement fédéral (dont 67 % pour les paiements de prestations sociales), et à la perception de recettes pour tous les ministères et organismes gouvernementaux. Le receveur général assure également la mise à jour des systèmes centraux de trésorerie du gouvernement.

SPAC continuera d'offrir des solutions modernes pour améliorer l'efficacité des paiements et de la collecte des recettes en établissant des contrats qui permettront la mise en œuvre de services bancaires comme l'échange de données informatisées, le paiement de factures et les ordres au comptant. Il lancera également des appels d'offres pour des services bancaires comme l'acceptation de cartes, dont la carte AMEX, le programme de cartes

d'achat et les services consultatifs du secteur des cartes de paiement. SPAC continuera de soutenir les activités et le développement des systèmes de trésorerie en ajoutant des services comme l'analyse des données d'affaires et la gestion des relations-clients (GRC). Il mettra également en œuvre l'échange des images de chèques afin de remplacer les processus papier par des images numériques pour les chèques du receveur général ayant été encaissés.

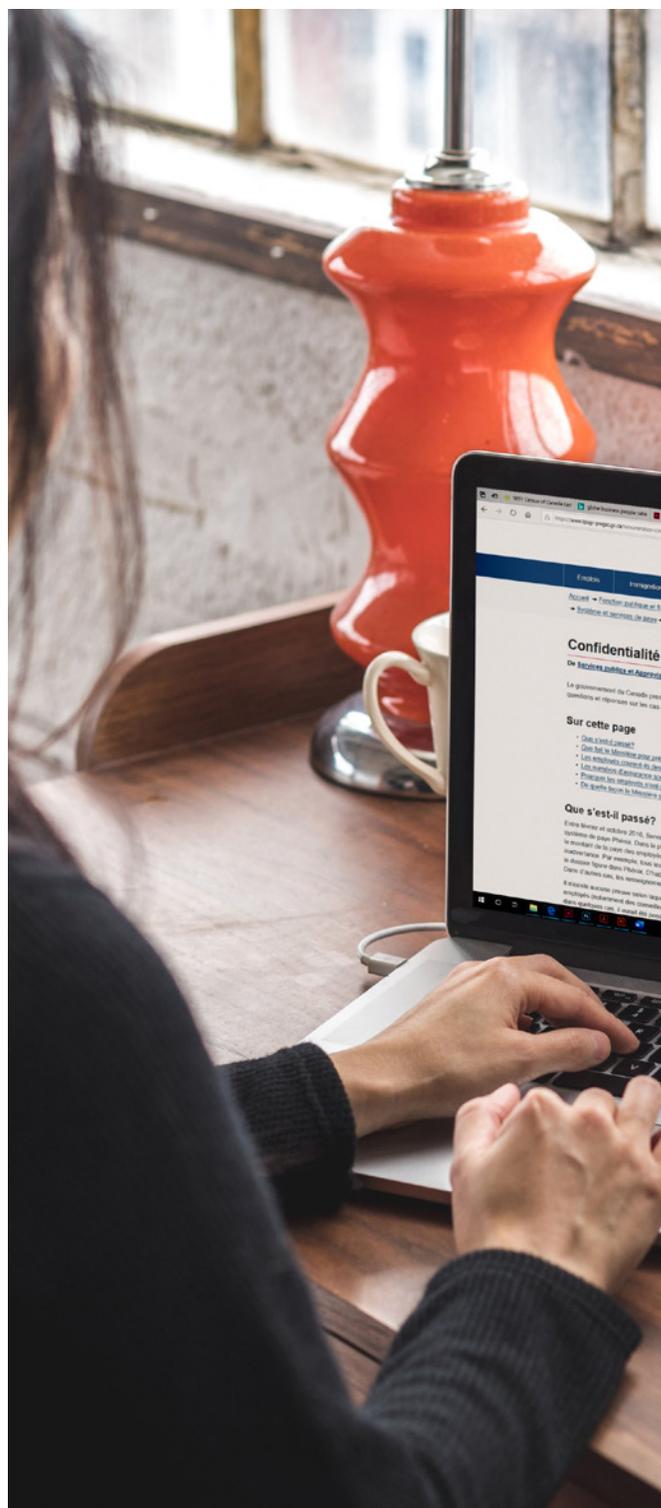
Résultat ministériel : *Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte.*

En 2020-2021, SPAC rendra les renseignements sur les pensions plus faciles d'accès pour plus de 904 000 membres actifs et retraités des régimes de pension qu'il administre. Il offrira des services aux membres des régimes de pension conformes aux pratiques exemplaires éprouvées, utilisées dans l'industrie, en plus d'élaborer un plan pour évaluer la satisfaction des membres. SPAC offrira également d'autres options libre-service aux membres retraités et actifs, y compris de nouveaux formulaires libre-service en ligne.

Afin de s'assurer que les membres reçoivent des versements exacts et en temps opportun, SPAC mettra sur pied une équipe d'intégrité des données pour examiner les données sur les pensions des clients. Cette équipe évaluera de façon plus précise le nombre de cas de correction des données générés par le Système de paye Phénix et la complexité des comptes et décidera s'il faut augmenter la capacité pour résoudre les problèmes critiques de rémunérations non versées qui touchent les pensions.

Résultat ministériel : *En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux.*

Étant l'un des plus importants administrateurs de paye au pays puisqu'il est responsable de traiter plus de 300 000 comptes de paye du gouvernement, SPAC a pour priorité absolue de stabiliser la paye et de résoudre les problèmes d'arriéré afin que les fonctionnaires soient payés avec exactitude et de façon opportune, en vue d'améliorer les résultats pour les employés. Ces efforts favoriseront également la migration vers un système de rémunération de prochaine génération de dossiers de paye exacts. SPAC continuera de collaborer étroitement avec ses partenaires fédéraux ainsi qu'avec le secteur privé pour ainsi tirer parti de leur expertise et aider à stabiliser l'administration de la paye.



L'équipe de l'intégrité des données évaluera de façon plus précise le nombre de cas de correction des données générés par le Système de paye Phénix et la complexité des comptes afin de décider s'il faut augmenter la capacité pour résoudre les problèmes critiques de rémunérations non versées qui touchent les pensions.

SPAC fera le suivi mensuel des progrès au moyen de cibles et de jalons concrets qui aideront à accélérer la progression vers un état stable, tout en gardant les membres de la haute direction et les employés au courant des progrès réalisés.

Dans le cadre de ses efforts visant à mettre en place un environnement de rémunération optimisé, moderne et fiable, le Ministère continuera d'augmenter la sensibilisation en ce qui concerne la présentation de données exactes et opportunes sur les ressources humaines pour ainsi s'assurer que les fonctionnaires reçoivent une juste rémunération et leurs avantages sociaux. De plus, SPAC continuera d'assurer l'exactitude des relevés T4 remis aux employés afin de limiter les modifications pendant une année d'imposition.

L'an dernier, SPAC a augmenté la capacité du Centre des services de paye et a mis en œuvre la méthode des équipes mixtes de paye qui permet d'affecter des conseillers en rémunération et des adjoints à des ministères ou à des organismes précis. En 2020-2021, le Ministère augmentera le pourcentage des cas réglés conformément aux normes de service, mettra en œuvre les conventions collectives de 2018 en temps opportun et s'efforcera de réduire l'arriéré des opérations de la paye des employés du gouvernement.

SPAC mettra également en œuvre de nouveaux outils en ligne, comme MaPayeGC, qui permettra aux

employés du gouvernement de mieux comprendre leur paye et d'avoir plus confiance en elle, en plus de surveiller l'efficacité de ces outils. Cette initiative devrait permettre de réduire de 50 à 60 % le nombre d'appels reçus par le Centre de contact avec la clientèle en ce qui concerne les questions de rémunération, tout en maintenant un niveau de satisfaction moyen mensuel de 85 %.

Des mises à jour sur les progrès réalisés sont affichées tous les mois dans le [tableau de bord du Centre des services de paye de la fonction publique](#)^{vi}.

Résultat ministériel : *Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada.*

En 2020-2021, SPAC examinera différentes possibilités d'innovation et de partenariats possibles afin de s'assurer que les rapports financiers pangouvernementaux continuent à être une source de données financières au Canada moderne, fiable et accessible. Il mettra en œuvre, pour ce faire, des solutions numériques et de l'automatisation afin de moderniser la façon dont nous recueillons et gérons les données financières, ce qui inclura notamment un nouvel outil de publication conçu pour faciliter la préparation des rapports financiers à l'échelle du gouvernement et permettre de les rendre accessibles simultanément dans divers formats. D'ici la fin de l'exercice financier, le Ministère

mettra en place un système d'automatisation des processus robotisés afin d'automatiser les processus manuels et répétitifs, ce qui permettra aux employés de se concentrer sur les travaux plus importants. SPAC élaborera également un plan de modernisation à long terme pour le receveur général—Secteur de la comptabilité centrale et des rapports d'ici mars 2021.

Expérimentation

La refonte des processus et des procédures d'administration de la paye se poursuivra, quant à elle, en 2020-2021. SPAC effectuera notamment ce qui est indiqué dans l'avis de projet de marché avec le secteur privé afin de proposer des idées et des solutions novatrices pour stabiliser le système de paye actuel et les activités associées. SPAC a cerné plusieurs catégories de défis pour lesquels il veut obtenir des idées et des solutions novatrices, dont l'automatisation, la réduction de la file d'attente, les services d'accélération, la gestion améliorée de l'accès des utilisateurs, l'amélioration de l'expérience des utilisateurs et la formation. SPAC se servira de ces catégories pour accroître sa productivité et accélérer les améliorations technologiques.

Principaux risques

Stabilisation de l'administration de la paye

Afin d'atténuer le risque continu lié à des erreurs du système de paye et aux problèmes d'intégrité des données sur les pensions, SPAC

a déjà pris un certain nombre de mesures concrètes. Afin d'assurer la stabilisation de l'administration de la paye pour le gouvernement du Canada, SPAC a présenté aux ministères clients des renseignements opérationnels et des pratiques exemplaires, a mobilisé activement les agents négociateurs en vue de décrire les répercussions du système et les attentes en matière d'échéancier se rapportant à la mise en œuvre d'événements de paye importants et a mis à l'essai un portail intégré des renseignements sur la paye dans plusieurs ministères.

Afin de réduire davantage le risque, le Ministère effectuera un examen postérieur à la mise en œuvre du modèle de prestation de services par équipes mixtes, continuera de travailler avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, les ministères et les organismes afin d'élaborer et de mettre en œuvre de nouvelles normes de rapidité et d'exactitude pour les transactions des RH, et terminera le déploiement pangouvernemental de l'information intégrée sur la paye. En ce qui concerne les risques liés à l'intégrité des pensions, SPAC collaborera avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pour s'assurer que les exigences relatives aux données sur les pensions sont intégrées à l'élaboration de solutions de système de paye futures et fera appel aux groupes de travail établis pour éclairer l'élaboration d'une nouvelle interface directe du système de paye et de pension.

Résultats prévus pour Paiements et comptabilité

Résultat ministériel	Indicateur de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2016-2017	Résultat réel 2017-2018	Résultat réel 2018-2019
Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.	Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits. ¹	99 %	31 mars 2021	99,74 %	99,99 %	99,99 %
	Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables.	95 %	31 mars 2021	100 %	99,6 %	100 %
	Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits.	95 %	31 mars 2021	98,5 %	99,7 %	99 %
Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte.	Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais.	95 %	31 mars 2021	97,6 %	96,9 %	98 %
En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux.	Pourcentage des mouvements de paye traités de manière exacte et dans les délais.	95 %	31 mars 2021	36 %	46 %	55 %
	Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye.	65 %	S.O.— Nouvel indicateur	S.O.— Nouvel indicateur	S.O.— Nouvel indicateur	S.O.— Nouvel indicateur
	Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre de paye, qui ont été traités à temps.	80 %	S.O.— Nouvel indicateur	S.O.— Nouvel indicateur	S.O.— Nouvel indicateur	S.O.— Nouvel indicateur
Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada.	Les Comptes publics du Canada sont publiés sur le site Web du Ministère dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes.	100 %	31 mars 2021	100 %	100 %	100 %
	Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts.	99 %	31 mars 2021	99 %	99 %	100 %

1. Les échéanciers établis peuvent varier en fonction des modalités du contrat et de la législation applicable.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{vii}.

Ressources financières budgétaires prévues pour Paiements et comptabilité

Dépenses budgétaires 2020-2021 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022	Dépenses prévues 2022-2023
316 291 929	316 291 929	311 205 052	219 116 779

La variation dans les dépenses nettes prévues est principalement liée à la fin du financement supplémentaire reçu dans le budget 2019 visant à stabiliser les opérations de la paye.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{viii}.

Ressources humaines prévues pour Paiements et comptabilité

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022-2023
2 399,05	2 408,79	2 422,79

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{ix}.

Biens et infrastructure

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Faits saillants de la planification

Résultat ministériel : *Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix.*

Amélioration de la planification, de la conception et du fonctionnement du portefeuille national d'immeubles à bureaux, d'infrastructures et de sites patrimoniaux dans tout le pays

SPAC est responsable de la gestion et de l'entretien des biens qui font partie de son portefeuille immobilier. Un de ses principaux objectifs consiste à restaurer et à renouveler les sites patrimoniaux afin d'en favoriser la durabilité ainsi que la santé et la sécurité des Canadiens. SPAC va donc continuer à se concentrer sur la restauration des édifices patrimoniaux dans son portefeuille immobilier, y compris l'édifice Lester-B.-Pearson, celui de la Cour suprême du Canada et l'Édifice commémoratif de l'Ouest. Les investissements dans ces bâtiments importants aideront à satisfaire les normes actuelles de durabilité, d'accessibilité, de santé et de sécurité, tout en préservant leur caractère historique.

À titre de fournisseur mandaté de locaux à bureaux du gouvernement du Canada, le Ministère élaborera une stratégie de portefeuille national de locaux à bureaux pour assurer une gestion efficace et efficiente du portefeuille. La Stratégie vise à optimiser l'espace occupé par les locaux et à réduire l'empreinte environnementale du gouvernement tout en favorisant la conciliation travail-famille des employés en leur offrant des espaces de travail plus près de leur domicile et en encourageant l'utilisation de modalités de travail flexibles comme le travail axé sur les activités et le télétravail.

SPAC gère également 17 grands ouvrages de génie civil (dont la cale sèche d'Esquimalt, la route de l'Alaska, ainsi que les ponts, barrages et quais de partout au Canada) qui sont utilisés par des centaines de milliers de Canadiens et soutiennent l'activité économique dans leurs collectivités respectives, et agit à titre d'intendant pour ces différents ouvrages techniques. Le budget 2019 prévoyait un financement de 248,9 millions de dollars pour appuyer la remise en état et la gérance durable de ces ouvrages techniques. À l'avenir, SPAC s'assurera que les objectifs permanents suivants soient atteints en 2020-2021 : en favoriser l'utilisation

sécuritaire et continue, chercher des occasions de réduire les coûts par des ententes de cession de biens et de partage des coûts, obtenir une meilleure valeur grâce à des investissements prudents et à une gestion du cycle de vie, ainsi que renforcer les processus d'évaluation des risques, de priorisation des projets et de planification du portefeuille.

Les travaux se poursuivront notamment sur la nouvelle jetée sud de la cale sèche d'Esquimalt, ce qui permettra de restaurer l'espace de travail pour les activités d'entretien et de réparation des navires. Afin de soutenir les communautés autochtones, ces travaux ont été confiés à une coentreprise autochtone dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

Avec l'ajout de la Commission de la capitale nationale (CCN) au portefeuille de SPAC, le Ministère collaborera étroitement avec la CCN dans des domaines comme la gestion des biens immobiliers et la réhabilitation du patrimoine afin que les deux organismes puissent tirer parti de leurs forces mutuelles dans la RCN.

Enfin, SPAC examine les options en vue d'un éventuel sixième point de passage dans la RCN. Pour faire face à la croissance de la population de la région d'Ottawa-Gatineau, le Ministère, en partenariat avec la CCN, prévoit d'importants investissements dans les ponts de la RCN, en plus des inspections régulières et planifiées en cours.

Modernisation des locaux à bureaux et la technologie dans le lieu de travail en collaboration avec les clients

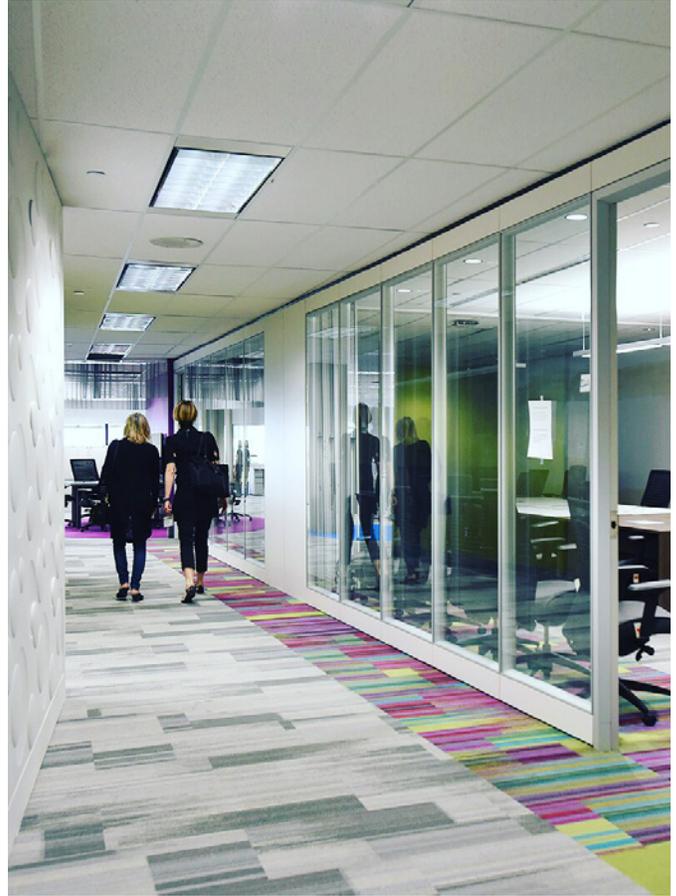
SPAC va accélérer le rythme de la modernisation (c.-à-d. le programme d'aménagement des lieux de travail) et veut optimiser les taux d'utilisation des espaces de travail dans l'ensemble de son portefeuille de bureaux. La vision du Milieu de travail GC s'articule autour d'un milieu de travail novateur et tourné vers l'avenir, qui modifie la façon dont les employés travaillent et soutient une fonction publique de calibre mondial pour répondre aux besoins du Canada et des Canadiens. La Milieu de travail GC est conçu pour être agile, inclusif et outillé, ainsi que pour accroître la satisfaction des employés en offrant des espaces de travail qui sont souples, numériques, efficaces, écologiques, inclusifs, collaboratifs et sains.



Le Milieu de travail GC est conçu pour être agile, inclusif et outillé, ainsi que pour accroître la satisfaction des employés en offrant des espaces de travail qui sont souples, numériques, efficaces, écologiques, inclusifs, collaboratifs et sains.

Fort du succès de 19 projets pilotes réussis (ce qui incluait 11 projets de milieu de travail axé sur les activités [MTAA]¹, dont deux ont été récompensés, soit 9A1, Place du Portage et Les Terrasses de la Chaudière à Gatineau, au Québec), nous nous concentrons maintenant sur la collaboration avec les clients, à savoir 99 ministères et organismes fédéraux, afin de créer les conditions de réussite de la modernisation du milieu de travail et d'accroître leur niveau de préparation à la mise en œuvre du Milieu de travail GC.

SPAC veut également améliorer et élargir le projet pilote CotravailGC qui offre d'autres lieux de travail aux employés fédéraux des ministères participants. Les sites de CotravailGC peuvent être utilisés comme points de rencontre entre les réunions ou comme espaces de travail temporaire plus près du domicile. Avec dix sites pilotes dans la RCN et en région, CotravailGC continue d'agir comme catalyseur et sensibilise les employés et les employeurs aux avantages de la mobilité. Conformément à l'objectif de collaboration interministérielle, le programme a intégré 17 ministères au cours des trois premières phases et en intégrera 25 autres au cours de la phase 4, qui devrait soutenir environ 10 500 employés.



Le campus de la PDP III continuera de servir de modèle pour tous les ministères fédéraux.

En ce qui concerne la modernisation des biens, SPAC déterminera les projets stratégiques potentiels avant d'élaborer des plans d'action précis pour que le portefeuille de locaux à bureaux soit conforme aux normes du Milieu de travail GC. Par exemple, grâce au programme de modernisation de la Place du Portage III (PDP III), le campus de la PDP III continuera de servir de bureau modèle pour tous les ministères fédéraux. L'objectif est de

1. Le MTAA est une façon de travailler dans laquelle les employés utilisent conjointement différents environnements de travail conçus pour appuyer différents types d'activité. Les normes d'aménagement du milieu de travail du gouvernement du Canada ont été mises à jour en 2018 pour inclure l'approche de conception du MTAA.

créer des espaces de travail modernes, intelligents, entièrement accessibles, durables et inclusifs qui offrent une plus grande souplesse et différents types d'espaces de travail conçus pour favoriser la santé et le bien-être des employés.

Le programme de travaux des Terrasses de la Chaudière permettra la modernisation complète de l'ensemble du complexe. En plus de l'aménagement intérieur, les travaux englobent le remplacement des murs de brique, les fenêtres et la toiture de l'ensemble du complexe. Ces travaux feront du complexe de bureaux un immeuble sécuritaire, écoénergétique et moderne. Le programme des travaux en est à divers stades d'élaboration et sera mis en œuvre selon une approche progressive pendant la prochaine décennie, y compris la phase de la construction qui devrait commencer au printemps 2021.

Dans le cadre de son engagement à rendre ses immeubles plus écologiques, SPAC poursuivra également les importants travaux de réhabilitation de l'édifice Arthur-Meighen, situé au 25/55, avenue St. Clair Est, au centre-ville de Toronto. Ce projet illustrera la réalisation par le gouvernement du Canada de la Stratégie de développement durable et environnementale en incorporant des éléments tels que des systèmes du bâtiment à haut rendement énergétique, un système géothermique et des panneaux photovoltaïques qui devraient permettre de réduire de plus de 80 % les émissions de carbone.

Vision et plan à long terme pour la Cité parlementaire

Le Ministère poursuit la mise en œuvre de la Vision et du plan à long terme (VPLT) pour la réhabilitation et la modernisation de la Cité parlementaire du Canada. Le projet VPLT aborde les risques pour la santé et la sécurité découlant de la détérioration de l'état des édifices de la Cité et vise à les moderniser pour répondre aux besoins d'un parlement du XXI^e siècle.

SPAC se concentrera donc sur la restauration et la modernisation de l'édifice du Centre du Parlement, soit le plus important projet d'infrastructure patrimoniale de cette nature dans l'histoire du Canada. Dans une approche globale visant à régler des questions importantes en ce qui concerne l'infrastructure, y compris la manutention du matériel, la circulation des personnes et des biens, l'accessibilité, la durabilité et la sécurité, et à créer un campus parlementaire intégré, nos efforts porteront également sur la restauration des 23 autres biens dans la Cité. Ainsi, en 2020-2021, le Ministère poursuivra la planification et la restauration des autres biens de la Couronne dans la Cité parlementaire, y compris l'édifice de l'Est, l'édifice de la Confédération et les projets sur les rues Wellington et Sparks. SPAC continuera de soutenir Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada afin de déterminer la contribution du gouvernement en ce qui concerne le nouvel espace phare que sera le 100, rue Wellington, un espace consacré aux peuples autochtones.

SPAC rend les édifices de la Colline du Parlement et des alentours plus accessibles aux personnes qui les utilisent, y compris les parlementaires, le personnel et les visiteurs. Plusieurs améliorations ont été apportées au cours des dernières années pour permettre un accès sans obstacle dans toute l'enceinte, notamment : l'abaissement des bordures et l'installation d'ouvre portes automatiques, de mains courantes et de rampes accessibles aux entrées des bâtiments.

Vision et plan à long terme pour l'initiative de la science fédérale

Les recherches fédérales en matière de sciences et de technologies jouent un rôle essentiel au Canada. Cependant, une grande partie de l'infrastructure qui appuie ce rôle est désuète et ne répond pas aux besoins modernes. SPAC travaille en partenariat avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada et avec les ministères et organismes scientifiques fédéraux pour mettre en œuvre une vision et un plan à long terme (VPLT) pour renforcer les activités scientifiques fédérales au Canada. La VPLT pour l'initiative de la science fédérale est une ambitieuse initiative de transformation pangouvernementale d'une durée de 25 ans et est axée sur les besoins et priorités scientifiques, ainsi que sur de nouvelles collaborations. Dans la première phase, SPAC aide ses partenaires à renouveler les laboratoires et centres de recherche fédéraux qui sont dans un état des plus critiques. En étroite collaboration avec la communauté scientifique, nous construirons de nouvelles installations

collaboratives carboneutres qui permettront notamment un meilleur partage de l'équipement scientifique et de la technologie de l'information, en plus d'être conçues pour répondre aux besoins des scientifiques et des chercheurs fédéraux dans l'avenir. De plus, le Ministère simplifie l'approvisionnement et facilite le partage du matériel scientifique en s'associant à Services partagés Canada. En 2020-2021, le Ministère mettra au point la sélection des sites des nouvelles installations collaboratives et multifonctionnelles dans la RCN, lancera des activités d'approvisionnement majeures pour les installations partout au Canada et fera progresser l'élaboration de programmes fonctionnels scientifiques pour ces locaux en partenariat avec les intervenants scientifiques.

Résultat ministériel : *Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada.*

Faire progresser le développement durable, la résilience aux changements climatiques et l'agenda écologique pour les biens immobiliers et les infrastructures du gouvernement fédéral

SPAC s'est engagé à lutter contre les changements climatiques en écologisant ses activités. Dans sa progression vers une économie à faibles émissions de carbone, SPAC intégrera le développement durable, la réduction de la consommation d'énergie et d'émission des gaz à effet de serre dans la prise de décisions, la planification et la



SPAC travaillant à la restauration de l'Édifice de l'Ouest.

réalisation des projets immobiliers. En se concentrant sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et en poursuivant sur la lancée qui a permis d'atteindre une réduction de 54 %, surpassant ainsi la cible de 40 % fixée pour 2030 dans la Stratégie fédérale de développement durable, SPAC s'engage à augmenter la résilience des biens, des services et des opérations pour ainsi s'adapter aux changements climatiques. Afin de collaborer avec le secteur privé pour améliorer les normes de rendement en matière d'énergie et de durabilité, nous avons également fait des progrès en ce qui a trait à la déclaration des émissions de GES dans les baux signés par SPAC.

SPAC prévoit maintenant de réaliser une étude de base sur les émissions de GES pour ses ouvrages techniques afin de déterminer les moyens les plus

efficaces pour réduire les émissions de GES pour ce portefeuille et d'élaborer une stratégie pour alimenter les immeubles fédéraux avec de l'électricité totalement propre, lorsque cela est disponible, d'ici 2022. Le Ministère augmentera le nombre d'immeubles appartenant à l'État utilisant les technologies des bâtiments intelligents, soit un système qui recueille et analyse des données afin de déceler les problèmes d'efficacité. L'information est ensuite affichée dans les aires publiques afin de cultiver une culture de conservation de l'énergie chez les occupants de l'immeuble, ce qui permet aux locataires et aux visiteurs de voir des données importantes et opportunes sur l'utilisation des services publics (gaz naturel, électricité et eau), les émissions de GES et les tendances d'occupation. La technologie des bâtiments intelligents a déjà été déployée dans 103 bâtiments de SPAC appartenant à l'État. Elle a notamment permis d'économiser plus de 27 555 MWh d'énergie, soit des économies de coût de 3,38 millions de dollars et une réduction de 5 545 tonnes de CO₂.

SPAC surveillera la mise en œuvre du Plan de mise en œuvre du portefeuille national neutre en carbone de SPAC. Il finalisera également d'ici 2020 la Feuille de route pour la RCN pour des opérations gouvernementales à faible teneur en carbone, qui porte sur la décarbonisation des activités fédérales dans les immeubles et les terrains ainsi que dans les propriétés fédérales louées dans la RCN. La feuille de route sera l'un des outils utilisés pour orienter la prise des décisions sur les investissements

dans les immobilisations, guider les futurs travaux de collaboration avec d'autres ordres de gouvernement et réduire les émissions de carbone dans les opérations fédérales. Elle sera établie à la lumière des commentaires des ministères fédéraux, des provinces, des municipalités, des communautés autochtones, du milieu universitaire et du secteur privé en vue d'atteindre les objectifs globaux du gouvernement en matière de réduction des émissions de carbone. Grâce à cette feuille de route sur la réduction des émissions de carbone, SPAC jouera un rôle de chef de file dans la conception d'immeubles gouvernementaux plus efficaces et plus durables.

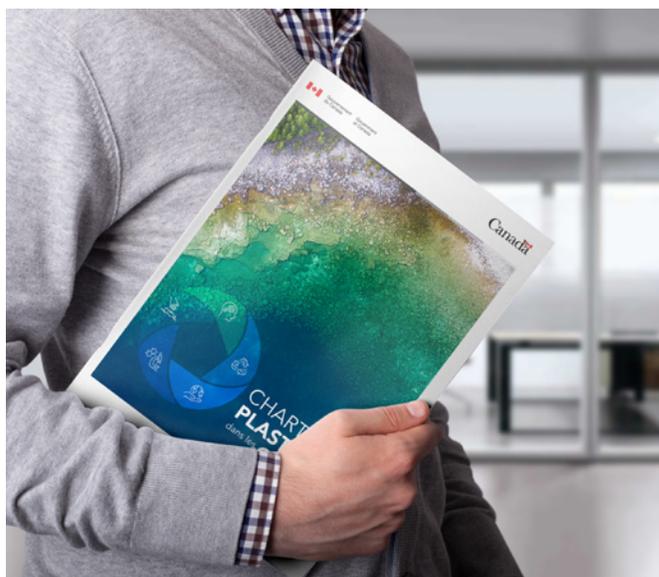
Afin de respecter les engagements du Canada en vertu de la Charte sur les plastiques dans les océans adoptée alors que le Canada était président du Groupe des sept (G7), et de la Stratégie visant l'atteinte de zéro déchet de plastique à l'échelle du pays du Conseil canadien des ministres de l'Environnement, le Ministère jouera un rôle de chef de file dans la réduction des plastiques à usage unique et favorisera l'utilisation de plastiques durables et de solutions de rechange dans les achats et les activités du gouvernement fédéral. Pour appuyer l'objectif zéro plastique, SPAC mettra en œuvre, dans le cadre de son leadership, la méthode nationale d'audit des déchets qui intègre les objectifs zéro déchet plastique.

SPAC utilisera également les VPLT pour la Cité parlementaire et l'initiative de la science fédérale afin de réduire en modèle de durabilité. Dans la Cité

parlementaire en particulier, SPAC détourne à l'heure actuelle plus de 90 % des matériaux de démolition des sites d'enfouissement en fixant un seuil de réduction de consommation énergétique plus élevé que les normes du Code national du bâtiment, et installe, par exemple, des toits verts, des panneaux solaires préchauffant l'eau chaude, et des systèmes de plomberie permettant d'économiser l'eau. SPAC a déjà réduit de 56 % ses émissions de GES dans la Cité parlementaire en 2019-2020 et devrait les réduire de 80 % d'ici 2030.

Amélioration de l'accessibilité des immeubles fédéraux

SPAC continuera d'évaluer l'accessibilité technique de son portefeuille comprenant tant les biens appartenant à l'État que les biens achetés à bail



Afin de respecter les engagements du Canada en vertu de la Charte sur les plastiques dans les océans, le Ministère jouera un rôle de chef de file dans la réduction des plastiques à usage unique et favorisera l'utilisation de plastiques durables et de solutions de rechange dans les achats et les activités du gouvernement fédéral.

dans l'ensemble du pays. À la suite de ces évaluations, SPAC déterminera les améliorations à apporter à l'accessibilité afin de rendre les éléments de base de l'immeuble conformes à la Norme d'accessibilité 2018 et de se conformer aux nouvelles exigences législatives en vertu de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. SPAC déterminera également les améliorations progressives à effectuer pour aller au-delà des exigences. Des évaluations techniques de l'accessibilité seront également effectuées afin d'orienter les plans de gestion des biens techniques qui doivent être effectués régulièrement pour chaque bien.

SPAC prévoit de faire de la Cité parlementaire un modèle et un chef de file en matière d'aménagement d'environnements accessibles en facilitant l'accès au site et aux édifices tant pour les personnes handicapées que pour les familles et le reste du public. SPAC atteindra et, même dans certains cas, dépassera les normes d'accessibilité établies par l'Association canadienne de normalisation dans les édifices patrimoniaux réhabilités.

Promotion des avantages socio-économiques à l'appui des mandats fédéraux, comme le logement abordable et la réconciliation avec les Autochtones

SPAC continuera de travailler avec ses partenaires dans le cadre de l'Initiative des terrains fédéraux (ITF) dirigée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) qui permet de céder les biens immobiliers fédéraux

excédentaires pour créer des logements abordables. L'ITF a été lancée en juillet 2018 et a pour objectif 4 000 logements neufs ou rénovés. En septembre 2019, 283 logements avaient fait l'objet d'un engagement dans le cadre du programme et, au cours des 10 prochaines années, une enveloppe atteignant 200 millions de dollars sera utilisée pour subventionner la cession de terrains fédéraux excédentaires à des fournisseurs de logements afin d'encourager les développements et collectivités durables, accessibles, à revenu mixte et à usage mixte. À l'appui de la nouvelle cible de SPAC d'au moins 5 % des marchés fédéraux attribués à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones, les projets de biens et d'infrastructure seront évalués afin de déterminer les possibilités d'une participation accrue des Autochtones.

SPAC continue également à collaborer avec Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC), les organisations nationales représentatives (l'Assemblée des Premières Nations, l'Inuit Tapiriit Kanatami et le Ralliement national des Métis) et la Nation algonquine afin d'établir une vision pour transformer l'édifice au 100, rue Wellington et la propriété adjacente située au 119, rue Sparks à Ottawa en un espace pour les peuples autochtones.

Initiative de paiement rapide

Le 21 juin 2019, la *Loi fédérale sur le paiement rapide des travaux de construction* a reçu la sanction royale dans le cadre de la *Loi d'exécution du*



SPAC continue de transformer l'édifice situé au 100, rue Wellington à Ottawa en un espace consacré aux peuples autochtones.

budget 2019. Le régime de paiement rapide procurera des avantages aux entrepreneurs et aux sous-traitants qui font affaire avec le gouvernement fédéral en améliorant la rapidité des paiements, ainsi qu'en facilitant la réalisation ordonnée et opportune des projets de construction fédéraux sur les terrains fédéraux.

Pour pouvoir mettre pleinement en œuvre le régime de paiement rapide, il faudra cependant élaborer des règlements afin de désigner l'autorité des intervenants experts (l'entité chargée de la désignation des intervenants experts), choisir des intervenants experts qualifiés (des personnes accréditées qui peuvent régler les différends) et fixer un échéancier pour la décision. En 2020-2021, SPAC prévoit que des règlements seront prêts pour la mise en œuvre. SPAC devra également modifier le contrat standard de construction du gouvernement fédéral pour tenir compte des nouvelles lois et des nouveaux règlements et intégrer différents

éléments de paiement rapide. Le Ministère prévoit que ces travaux seront achevés d'ici la fin de 2021.

Analyse comparative entre les sexes plus

SPAC continuera à explorer les options ou élaborera et mettra en œuvre des stratégies pour offrir aux organisations autochtones et des Premières Nations, aux femmes propriétaires d'entreprise ou à d'autres groupes sous-représentés, un meilleur accès aux occasions de participer aux appels d'offres des Biens immobiliers ou de soumettre des propositions en réponse à ceux-ci. Une analyse comparative entre les sexes sera réalisée de tous les nouveaux mécanismes et solutions portant sur les biens immobiliers lancés dans le cadre de la Stratégie de sélection des fournisseurs du gouvernement. Cette stratégie est une feuille de route sur dix ans énonçant le plan de SPAC visant à confier stratégiquement les activités portant sur les biens immobiliers au secteur privé et à renforcer les capacités internes en matière de gestion et de surveillance des contrats. De plus, les futurs marchés immobiliers comprendront des dispositions visant à encourager les soumissionnaires retenus à offrir un meilleur accès aux possibilités d'approvisionnement à ces mêmes organisations et groupes.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD)

Les activités prévues par SPAC en vertu de sa responsabilité essentielle

Biens et infrastructure soutiennent les efforts du Canada afin de se conformer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Les différents programmes et initiatives relevant de cette responsabilité essentielle, comme le programme du Milieu de travail GC, les bâtiments intelligents, le plan pour réaliser un portefeuille neutre en carbone, la remise en état des principaux biens et la cession des terrains fédéraux excédentaires aux fournisseurs de logements, contribuent à réaliser les objectifs suivants :

- garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable (ODD 7, cible 7.2);

- bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation (ODD 9, cibles 9.1 et 9.4);
- établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cibles 12.5 et 12.7);
- prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13, cible 5c); et
- faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables (ODD 11, cible 11.1).

De plus amples informations sur les ODD sont disponibles sur le site Web des [Nations Unies](#)^x website.



Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD)

Expérimentation

L'Initiative relative aux outils intelligents de SPAC a été créée pour aider les exploitants d'immeubles et le personnel d'entretien à mener leurs activités et à produire des rapports en utilisant des solutions plus modernes, novatrices et numériques. En 2020-2021, SPAC poursuivra l'achat et la mise à l'essai de nouveaux outils pour tirer parti de la technologie conçue pour améliorer la prestation des services à la clientèle en ce qui concerne les services de gestion des immeubles. Cette initiative permettra d'offrir des programmes modernes de maintenance intégrée de la TI et de compter sur un effectif utilisant la TI qui exécute des programmes d'exploitation et d'entretien dans des locaux parlementaires et sur des biens ministériels intégrés numériquement.

Principaux risques

Intégrité et sécurité des biens immobiliers

Afin de minimiser le risque que les changements climatiques, les catastrophes naturelles et les événements liés à l'activité humaine aient des répercussions négatives sur la sécurité, l'intégrité et les activités en ce qui concerne les biens immobiliers et infrastructures de SPAC, le Ministère a déjà adopté des mesures à cet effet. Il a notamment mis en œuvre des initiatives d'écologisation visant à réduire l'impact environnemental et des programmes de planification de la continuité des activités et de gestion des urgences. En outre, SPAC concevra tous les projets de réhabilitation

et de nouvelle construction afin qu'ils soient prêts pour être carboneutres, intégrera la résilience aux changements climatiques dans la conception et l'exploitation des bâtiments, lancera l'Étude sur l'efficacité énergétique de l'enveloppe des édifices du patrimoine afin d'améliorer la performance énergétique thermique des enveloppes de bâtiments dans le cadre de projets de réhabilitation patrimoniale et créera le Centre des opérations du Ministère afin d'améliorer la coordination des interventions lors d'événements à grande échelle.

Exécution des initiatives à grande échelle et complexes

Pour gérer les complexités et les dépendances des partenaires qui ont une incidence sur l'exécution efficace et efficiente des grands projets de SPAC comme la réhabilitation de la Cité parlementaire, le Milieu de travail GC et les installations de la science fédérale, SPAC utilise des processus intégrés de gestion des risques en mettant fortement l'accent sur les calendriers et les budgets, en concevant des contrats avec une souplesse intégrée pour appuyer l'exécution et en renforçant la capacité par une consultation proactive des intervenants de l'industrie ainsi que par l'apprentissage et la recherche. SPAC créera également des modèles de gouvernance axés sur la collaboration, l'élaboration conjointe et l'harmonisation avec les différents niveaux de complexité afin de prendre des décisions clés, y compris l'engagement des cadres supérieurs, en plus d'établir des protocoles de communication avec les intervenants. Le Ministère



Employés de SPAC dans le Milieu de travail GC.

élaborera et mettra également en œuvre des stratégies d'intégration des clients et ordonnera la gestion de tous les projets d'infrastructure dans l'optique du portefeuille de SPAC, plutôt qu'avec une approche par projet afin de maximiser le personnel, l'entrepreneur et la capacité financière actuels.

Financement prévisible des immobilisations

SPAC a créé un bureau de projet spécialisé pour gérer la transition du Ministère vers un modèle de financement prévisible des immobilisations. Ce modèle de financement des immobilisations fournit au Ministère sur une

période de vingt ans un financement garanti qui sera utilisé pour acquérir et entretenir des immobilisations telles que des immeubles, des ponts et des laboratoires fédéraux. Le bureau de projet gèrera de nombreuses initiatives sur trois ans pour concevoir de nouveaux processus et outils et former le personnel à fonctionner selon ce modèle de financement des immobilisations. La transition vers un financement prévisible des immobilisations contribuera à assurer une prestation plus efficace des programmes d'infrastructure de SPAC et produira l'allocation de fonds plus rapide et stratégique nécessaire pour assurer un portefeuille de biens sain.

Résultats prévus pour Biens et infrastructure

Résultat ministériel	Indicateur de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2016-2017	Résultat réel 2017-2018	Résultat réel 2018-2019
Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix.	Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur.	53 %	31 mars 2021	S.O.	S.O.	53 % ¹
	Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur.	À déterminer ²	31 mars 2021	S.O.	S.O.	S.O.
	Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont modernisés chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement des locaux en vigueur du gouvernement du Canada.	≥ 4 %	31 mars 2021	2 %	3,5 %	2,1 %
	Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget.	95 %	31 mars 2021	96 %	95 %	98 %
	Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles.	≥ 99 %	31 mars 2021	99 %	99,78 %	99,78 %
	Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État.	142,41 \$ par m ²	31 mars 2021	S.O.	S.O.	142,41 \$ par m ²
Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada.	Pourcentage des immeubles appartenant à SPAC et des immeubles bail-achat ayant des fonctionnalités en appui à l'accessibilité de l'environnement bâti.	À déterminer ³	31 mars 2021	77 %	76 %	S.O. ⁴
	Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements.	40 %	31 mars 2030	14,7 %	54 %	54,3 % ⁵

1. Seuls 208 immeubles sur un total de 366 ont une valeur pour l'indice de l'état des installations (57 % de tout le portefeuille). Sur les 208 immeubles ayant un indice de l'état des installations, 53 % sont en état adéquat ou meilleur.
2. Cet indicateur est en voie d'être revu et, à ce titre, la méthodologie est encore en cours d'élaboration.
3. Bien qu'une base de référence ait été établie, la méthode et la cible sont encore en cours d'élaboration. La norme B-651/18 de l'Association canadienne de normalisation a été lancée en 2018, et la Norme d'accès facile aux biens immobiliers du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada devrait être mise à jour en 2019. Il est trop tôt pour établir une cible étant donné que nous sommes engagés à mener des évaluations au cours des cinq prochaines années en prévision de la loi de 2019.
4. Le résultat de 2018-2019 n'est pas disponible pour cet indicateur étant donné que la méthodologie a été révisée pour être conforme à la norme B651 de 2018.
5. 54,3 % représente la réduction des émissions de GES en 2018-2019 par rapport à l'année de référence 2005-2006.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xi}.

Ressources financières budgétaires prévues pour Biens et infrastructure

Dépenses budgétaires 2020-2021 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022	Dépenses prévues 2022-2023
3 068 409 083	3 068 409 083	3 183 871 405	3 060 777 747

L'augmentation des dépenses nettes prévues en 2021-2022 découle principalement des investissements prévus pour appuyer l'initiative de la science fédérale ainsi que la remise en état des ouvrages techniques comme les barrages et les ponts. La diminution prévue pour 2022-2023 reflète, quant à elle, la fin des projets en cours dans le cadre de la réhabilitation et de la modernisation de la Cité parlementaire du Canada.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xii}.

Ressources humaines prévues pour Biens et infrastructure

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022-2023
4 423,02	4 365,26	4 329,91

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xiii}.

Soutien à l'échelle du gouvernement

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Faits saillants de la planification

Résultat ministériel : *Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité.*

Afin d'aider au mieux le gouvernement à servir les Canadiens et les Canadiennes dans la langue officielle de leur choix grâce à la prestation de services et d'outils linguistiques de qualité et en temps opportun, le Bureau de la traduction (le Bureau) modernise ses outils afin d'automatiser les flux de travaux et expérimente également avec des solutions d'intelligence artificielle pour aider les traducteurs. Par exemple, le Bureau collabore avec le Conseil national de recherches sur un projet qui consiste à évaluer la qualité, la concordance avec les mémoires de traduction et la détermination automatique des traducteurs les plus appropriés. Le Bureau collaborera également avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux afin de créer une plateforme d'interprétation à distance, à l'échelle du gouvernement. Il s'assurera également de présenter aux Canadiens les outils qui sont mis à leur disposition pour appuyer les langues officielles du Canada.

Afin de s'assurer que les Canadiens et Canadiennes sourds et malentendants

puissent avoir accès aux services gouvernementaux grâce à l'interprétation en langage gestuel et au sous-titrage codé, le Bureau mettra en œuvre une solution de téléinterprétation vidéo en langage gestuel pour les employés du gouvernement et les ministères qui s'adressent au public. Il améliorera notamment les services de traduction en temps réel pour tous les ministères et continuera de renforcer la capacité des services d'interprétation en langage gestuel en direct en augmentant le bassin de fournisseurs.

De plus, pour que les parlementaires et la fonction publique puissent se prévaloir de services de traduction et d'interprétation dans les langues autochtones, ce qui augmentera la visibilité et aura une incidence positive sur le statut et la vitalité future des langues autochtones au Canada, le Bureau renforcera ses capacités en matière de langues autochtones grâce à des activités continues de sensibilisation et de partenariat avec les collectivités.

Résultat ministériel : *Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée.*

Le Ministère maintiendra l'efficacité du Régime d'intégrité en poursuivant la sensibilisation auprès des entités

fédérales qui appliquent le régime, l'engagement des intervenants intéressés ainsi que l'évaluation des processus internes afin d'établir les économies potentielles.

Afin de soutenir les efforts du gouvernement dans la lutte contre le blanchiment d'argent, SPAC prendra part à un groupe de travail pangouvernemental responsable de recueillir des renseignements et de partager les connaissances à l'échelle du gouvernement afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'application de la loi.

Le Ministère terminera également la dernière phase des évaluations du risque de fraude et, en collaboration avec le Bureau de la concurrence et la Gendarmerie royale du Canada, il évaluera les améliorations à apporter à la Ligne antifraude pour les contrats fédéraux. SPAC atténuera encore davantage les risques de fraude dans l'approvisionnement, indiqués dans les évaluations des risques de fraude du Ministère, en utilisant l'analyse des données pour détecter les fraudes et en renforçant les mesures anti-fraude existantes.

Conformément à l'engagement de SPAC de veiller à ce que les activités ministérielles comme l'approvisionnement en biens, en services ou en services de construction, l'acquisition et la cession des biens immobiliers, la cession des biens de l'État et les subventions et contributions sont effectuées de façon équitable, ouverte et transparente, le Ministère mettra en

œuvre une politique de surveillance de l'équité mise à jour afin de transmettre aux autorités contractantes des exigences claires en matière de surveillance de l'équité. Cela permettra de s'assurer que les approvisionnements jugés très complexes ou très sensibles sont évalués afin de déterminer si une surveillance de l'équité est nécessaire.

Le Ministère continuera d'utiliser la prestation axée sur la clientèle pour protéger les renseignements et les biens gouvernementaux sensibles et stratégiques en améliorant pour ce faire les outils et les processus afin d'augmenter la conformité des clients dans le cadre du Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées. En 2020-2021, SPAC continuera également d'inciter les ministères et organismes de sécurité et de renseignement à mettre à l'essai des initiatives visant à faciliter l'échange d'information en matière de sécurité et de renseignement.

Résultat ministériel : *Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens.*

SPAC commencera à moderniser l'ensemble des applications et des plateformes électroniques utilisées pour les déplacements des employés fédéraux, la Gazette du Canada, l'Office des normes générales du Canada, GCSurplus et l'administration des biens saisis. De nouveaux outils de production seront également sélectionnés et mis en œuvre pour

fournir des services numériques pour la Gazette du Canada. L'Office des normes générales du Canada analysera et choisira une solution afin de remplacer sa plateforme électronique alors que GCSurplus entreprendra le remplacement de son système d'enchères en ligne.

SPAC continuera également d'offrir des solutions informatiques communes au gouvernement du Canada, comme GCdocs (gestion des documents et des dossiers électroniques), GCcas (gestion des cas), GCpartage (collaboration) et GCinteropérabilité (interopérabilité), pour répondre aux besoins opérationnels des clients tout en favorisant la normalisation et la rationalisation de l'infrastructure et des ressources.

En 2020-2021, SPAC continuera de mettre en œuvre sa Stratégie de gestion des services 2018-2021 pour appuyer les priorités ministérielles clés et la direction que prendra le gouvernement en ce qui concerne la gestion des services. Il continuera également de chercher des occasions d'augmenter la satisfaction de la clientèle. Conformément à la mise en œuvre de la nouvelle politique du gouvernement du Canada sur le service et le numérique, les résultats de la surveillance et des rapports continus guideront l'élaboration d'une nouvelle stratégie de service intégrée de SPAC et axée sur la clientèle qui articulera la façon dont le Ministère gère la prestation des services, l'information et les données, la technologie de l'information et la cybersécurité à l'ère numérique.

Expérimentation

Afin d'améliorer sa capacité d'offrir des services rapides, rentables et de qualité, le Bureau de la traduction poursuivra ses recherches et ses expériences sur l'intelligence artificielle et d'autres technologies langagières émergentes pour appuyer le travail des traducteurs et des interprètes afin de leur permettre de concentrer leur savoir faire sur la qualité et déterminera leur applicabilité et leur faisabilité future en vue de les intégrer dans le processus de travail de traduction. Cette recherche comprend l'examen des applications de l'intelligence artificielle pour la traduction, l'interprétation à distance, la terminologie et le service à la clientèle.

Principaux risques

Transformation numérique

Afin de s'assurer que SPAC continue d'avoir des systèmes modernes et fiables, les compétences spécialisées et des mesures de protection cybernétiques nécessaires à l'exploitation et à la prestation efficaces des services dans un environnement principalement numérique, le Ministère a créé le Centre d'expertise infonuagique. Dans le cadre de cette initiative, SPAC collabore actuellement avec le secteur privé afin de mettre en place des systèmes de prestation qui permettront au Ministère d'acquérir les compétences spécialisées internes nécessaires pour améliorer l'état de préparation au nuage. SPAC mettra également en œuvre sa nouvelle Stratégie de gestion des services, le cadre de gestion des projets de TI et un plan d'action sur



Un kiosque du Bureau de la traduction à un événement pour les personnes handicapées (3 décembre 2019).

la gestion de la cybersécurité afin d'adapter ses activités à l'environnement numérique changeant.

Protection des renseignements

Afin d'assurer une protection adéquate des renseignements personnels, opérationnels et d'autres renseignements de nature délicate, SPAC utilise déjà les autorisations d'accès obligatoire aux sites pour tous les employés et entrepreneurs, effectue des examens annuels des demandes suivies d'une mise en œuvre de mesures de protection appropriée et utilise l'Infrastructure

sécurisée du gouvernement du Canada, gérée par Services partagés Canada pour gérer et transférer en toute sécurité des renseignements secrets. Pour atténuer davantage le risque, le Ministère maintiendra le Comité de mobilisation de l'industrie du Programme des marchandises contrôlées, mettra en œuvre les mesures de protection détaillées dans le Plan de sécurité ministériel sur trois ans et présentera des rapports sur ces mesures et examinera les éléments des exigences du programme des contrats fédéraux.

Résultats prévus pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Résultat ministériel	Indicateur de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2016-2017	Résultat réel 2017-2018	Résultat réel 2018-2019
Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité.	Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur.	85 %	31 mars 2021	S.O.	S.O.	87,3 % ¹
	Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction.	90 %	31 mars 2021	S.O.	S.O.	85,6 %
Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée.	Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité opérationnelle traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures.	80 %	31 mars 2021	98,5 %	99 %	99 %
	Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés.	85 %	31 mars 2021	89 %	96 %	97 %
Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens.	Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services de soutien et des outils de SPAC.	87 %	31 mars 2021	89 %	90 %	S.O. ²
	Pourcentage des normes de service de SPAC respectées.	87 %	31 mars 2021	90,4 %	82 %	74 %

1. Cet indicateur était, auparavant, séparé en trois éléments qui représentaient les trois services linguistiques du Bureau, soit la traduction, l'interprétation et la terminologie. Ces indicateurs seront cependant fusionnés à compter de 2020-2021. Le résultat réel pour 2018-2019 indiqué dans le tableau est donc calculé sur la base du pourcentage moyen des résultats pour la traduction et la terminologie (sans compter les données d'interprétation, puisque celui-ci est encore en cours d'élaboration).
2. SPAC a modifié ses pratiques de mesure des clients en 2018-2019. Par conséquent, les données pour 2018-2019 ne sont pas disponibles.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xiv}.

Ressources financières budgétaires prévues pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Dépenses budgétaires 2020-2021 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022	Dépenses prévues 2022-2023
170 809 108	170 809 108	152 004 622	140 346 346

La diminution des dépenses nettes prévues découle de deux éléments, soit la fin du développement (et des coûts connexes pour 2021-2022 et 2022-2023) associé au projet de Transformation des systèmes de sécurité industrielle, le portail unifié

sécurisé et en ligne destiné au public conçu au soutien du Programme de sécurité des contrats et du Programme des marchandises contrôlées, ainsi que la fin d'un investissement ponctuel en 2020-2021 pour l'achat d'équipement comme des numériseurs et des serveurs pour les Services d'imagerie documentaire, à Winnipeg.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xv}.

Ressources humaines prévues pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022-2023
2 511,54	2 509,04	2 506,46

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xvi}.

Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et de fournir des services de règlement des différends.

Faits saillants de la planification

Résultat ministériel : *Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements (éducation).*

En 2020-2021, le BOA continuera d'échanger de l'information et de sensibiliser les fournisseurs canadiens et les organisations fédérales aux questions d'approvisionnement en les invitant à se renseigner sur les défis et les possibilités en matière d'approvisionnement et à les informer à propos de ses services. Le BOA suivra les tendances et les développements en matière d'approvisionnement fédéral et en fera rapport.

Résultat ministériel : *Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à la facilitation (règlement extrajudiciaire des différends).*

Conformément à la devise du BOA « Nous sommes là pour vous aider », le Bureau continuera d'offrir des services de règlement des différends peu coûteux aux fournisseurs et aux organisations fédérales lorsque des différends surviennent pendant l'exécution d'un contrat. Les

médiateurs certifiés du BOA s'efforcent de résoudre les questions et les différends liés à l'approvisionnement le plus rapidement et le plus officieusement possible en rétablissant les voies de communication entre les fournisseurs et les fonctionnaires fédéraux. Lorsque les problèmes ne peuvent être réglés à l'amiable, le BOA offre des services de médiation pour aider les parties à un contrat à parvenir à un règlement.

Résultat ministériel : *Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à une enquête.*

En 2020-2021, le BOA s'occupera des problèmes liés à l'approvisionnement en examinant certaines plaintes de fournisseurs relatives à l'attribution d'un marché fédéral d'acquisition de biens dont la valeur est inférieure à 26 400 \$ et de services dont la valeur est inférieure à 105 700 \$. Il examinera également les plaintes des fournisseurs en ce qui concerne l'administration des marchés fédéraux, quelle qu'en soit la valeur monétaire, ainsi que les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin d'évaluer leur équité, leur ouverture et leur transparence. Les résultats de ces examens seront publiés et contribueront de ce fait à l'élaboration de recommandations d'amélioration.



Conformément à la devise du BOA « Nous sommes là pour vous aider », le Bureau continuera d'offrir des services de règlement des différends peu coûteux aux fournisseurs et aux organisations fédérales lorsque des différends surviennent pendant l'exécution d'un contrat.

Principaux risques

Afin d'atténuer les risques possibles dans le cadre de son mandat, le BOA va recruter et former une main-d'œuvre qualifiée et multidisciplinaire capable de fournir des services et des produits de haute qualité. Il restera également au fait des tendances, des développements et des initiatives actuels en matière d'approvisionnement fédéral afin de

maximiser la qualité et la valeur des recommandations et des extraits du BOA.

Le BOA collaborera étroitement avec les intervenants fédéraux en matière d'approvisionnement pour s'assurer de tenir compte des répercussions de ses actions et demeure axé sur les besoins des personnes qu'il sert.

Résultats prévus pour Ombudsman de l'approvisionnement

Résultat ministériel	Indicateur de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2016-2017	Résultat réel 2017-2018	Résultat réel 2018-2019
Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements (éducation).	Nombre d'activités éducatives tenues chaque année avec les petites et moyennes entreprises ainsi que les représentants du gouvernement fédéral.	10	31 mars 2021	60	63	79
	Nombre d'emplacements géographiques qui tiennent ces activités éducatives.	5	31 mars 2021	6	5	8
Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à la facilitation (règlement extrajudiciaire des différends).	Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties.	90 %	31 mars 2021	100 %	100 %	S.O. ¹
Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à une enquête.	Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinées dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives.	100 %	31 mars 2021	100 %	100 %	100 %
	Pourcentage des recommandations faites par l'ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures.	100 %	31 mars 2021	100 %	100 %	100 %

1. En 2018-2019, le BOA a reçu quatre demandes de services de RED. Deux de ces demandes répondaient aux exigences énoncées dans le Règlement et des processus de RED ont été entrepris. L'une des demandes de RED a été réglée entre le fournisseur et l'organisation fédérale avant le début d'un processus officiel et l'autre s'est poursuivie en 2019-2020. Le BOA a également fourni des services de RED à l'égard de deux dossiers entamés l'année précédente.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xvii}.

Ressources financières budgétaires prévues pour Ombudsman de l'approvisionnement

Dépenses budgétaires 2020-2021 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022	Dépenses prévues 2022-2023
4 138 544	4 138 544	4 149 751	4 152 605

Il n'y a pas d'écart important dans les dépenses nettes prévues.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xviii}.

Ressources humaines prévues pour Ombudsman de l'approvisionnement

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022-2023
20,89	20,01	20,01

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xix}.



Services internes : résultats prévus

Les Services internes comprennent ces groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations. Les Services internes désignent les activités et les ressources des 10 services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont les suivants :

- services de gestion et de surveillance;
- services des communications;
- services juridiques;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion des finances;
- services de gestion de l'information;
- services de technologie de l'information;
- services de gestion des biens immobiliers;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion des acquisitions.

Faits saillants de la planification

SPAC intégrera la planification intégrée et la gestion intégrée des risques dans l'ensemble du Ministère. Un plan intégré évolutif donnera une vue globale sur trois ans des priorités et activités ministérielles et éclairera les stratégies d'investissement nécessaires. SPAC évaluera les progrès accomplis dans la réalisation des priorités ministérielles, les besoins en ressources et les risques connexes tous les trimestres. Ces efforts assureront la collaboration organisationnelle en fonction des résultats stratégiques et des décisions en matière d'investissements et favoriseront une culture d'« un seul SPAC » soutenue par une transition vers un financement prévisible des immobilisations.

En 2020-2021, SPAC continuera de maintenir des relations solides avec les intervenants aux niveaux fédéral, provinciaux et territoriaux. Il continuera de collaborer avec les administrateurs généraux fédéraux, provinciaux et territoriaux des travaux publics afin de soutenir la collaboration pendant toute l'année. Au niveau international, SPAC planifiera une réunion bilatérale annuelle entre les sous-ministres et la General Services Administration, l'équivalent le plus proche de SPAC aux États-Unis, en ce qui concerne le mandat des services gouvernementaux communs, qui devrait avoir lieu d'ici juin 2021 à Washington.

SPAC élabore actuellement sa première stratégie de réconciliation pour permettre au Ministère de s'engager

avec les partenaires autochtones de façon systématique et coordonnée afin d'accélérer et de mettre à profit les progrès vers la reconnaissance de l'autodétermination, de réduire les écarts socioéconomiques et de renforcer la relation entre les Autochtones et la Couronne. SPAC prend également un engagement envers ses employés afin de faciliter une discussion ouverte sur la réconciliation, d'accroître la compétence culturelle des employés et d'examiner de quelle façon les employés peuvent contribuer à faire progresser la réconciliation dans leur travail quotidien.

Le Ministère procède actuellement à la modernisation des moyens de consulter les Canadiens et ses employés en mettant sur pied une organisation moderne des communications à service complet. L'objectif est d'améliorer la réputation de SPAC, de mieux faire connaître notre rôle dans les efforts visant à obtenir des résultats importants pour les Canadiens, de faire participer les employés à une vision commune pour le Ministère et ses priorités, et de concilier la gestion des problèmes et les communications proactives. Toutes ces activités servent à harmoniser les communications avec le plan intégré du Ministère et appuient le mandat de la ministre.

SPAC poursuivra son travail de mobilisation de ses employés dans le cadre des activités de sensibilisation et d'explication visant à appuyer la mise en œuvre des modifications au projet de loi C-58. Le Ministère s'engage à veiller à ce que l'information soit accessible et à surveiller continuellement le contenu et à l'adapter pour



En 2020-2021, SPAC continuera de maintenir des relations solides avec les intervenants aux niveaux fédéral, provinciaux et territoriaux.

répondre aux normes d'accessibilité. SPAC déploie également des efforts pour créer une mentalité axée sur le principe « accessible par défaut » afin que le contenu créé soit accessible dès le début. Il s'agit d'un élément essentiel pour respecter les engagements du gouvernement du Canada en matière d'accessibilité et pour s'assurer que tous les Canadiens sont en mesure de participer pleinement à toute discussion avec le gouvernement du Canada et d'accéder à ses renseignements.

Afin de fournir aux gestionnaires de programme et à la haute direction des renseignements plus pertinents pour la prise de décisions et de renforcer la responsabilisation, les équipes d'évaluation et de mesure du rendement continueront de travailler au renforcement des principes de la Politique sur les résultats. SPAC s'efforcera de repositionner les fonctions pour accroître les interventions proactives et fournir un soutien plus stratégique afin d'améliorer l'atteinte des résultats et les résultats pour les Canadiens.

SPAC continuera d'améliorer sa capacité d'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+), notamment par la mise en œuvre de directives ministérielles. Le Ministère appuiera la mise en œuvre de l'orientation stratégique du Secrétariat du Conseil du Trésor sur les renseignements sur le sexe et le genre. Le point d'intérêt de l'ACS+ aidera à faire connaître les outils et les lignes directrices en plus d'en faciliter l'utilisation dans l'ensemble des programmes et des secteurs de services de SPAC.

Le Ministère continuera d'améliorer ses pratiques de collecte de données pour s'assurer que ses indicateurs de rendement organisationnel reposent sur des données sous-jacentes solides et ainsi permettre une planification et une prise de décision efficaces. Ces différentes mesures permettront également d'assurer la disponibilité publique des ensembles de données et à simplifier les rapports ministériels.

Principaux risques

Il existe un certain nombre de risques pouvant avoir une incidence sur l'efficacité de la prestation des services internes dans le cadre de l'exécution des programmes destinés aux clients de SPAC, et le Ministère prend différentes mesures pour les gérer.

Analyse des données

Afin d'accéder facilement à des données fiables et d'avoir les compétences spécialisées nécessaires pour les analyser et prendre des décisions éclairées en temps opportun, SPAC mettra en œuvre sa stratégie de données ainsi que les entrepôts de données requis. Le Ministère continuera également d'investir dans la capacité et les outils d'analyse de données.

Coordination ministérielle

SPAC profitera des possibilités de collaboration accrue en renforçant sa fonction de politique stratégique, en favorisant et en renforçant l'approche « UN seul SPAC » en matière de planification et de communication, ainsi qu'en continuant d'adapter les structures de formation et de gouvernance. Cela permettra d'assurer une meilleure

harmonisation entre les ressources et les priorités de base et une plus grande cohérence dans le service à la clientèle.

Culture de la gestion des risques du Ministère

Afin d'appuyer la détermination proactive et l'évaluation appropriée des possibilités et des enjeux potentiels, comme ceux liés à l'exécution de projets, à la fraude et à la sécurité, SPAC renforcera sa culture de gestion des risques ministérielle en mettant en œuvre un cadre complet de gestion intégrée des risques, en développant davantage sa capacité de gestion des risques ministériels et en menant à terme la phase III de l'évaluation des risques de fraude de SPAC.

Recrutement et maintien en poste

Étant donné qu'un effectif compétent est essentiel pour fournir à ses clients des services de qualité dans les délais prévus, un plan stratégique de gestion des RH cohérent à l'échelle du Ministère, harmonisé avec la planification intégrée, sera élaboré. Ce plan servira à établir l'ordre de priorité des programmes et des stratégies en matière de ressources humaines et à intégrer le perfectionnement en leadership et la planification de la relève. La réalisation de ces avantages facilitera la capacité de SPAC de recruter et de maintenir en poste le personnel spécialisé et diversifié nécessaire pour mettre en œuvre ses plans et priorités.

Ressources financières budgétaires prévues pour les Services internes

Dépenses budgétaires 2020-2021 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022	Dépenses prévues 2022-2023
281 723 937	281 723 937	271 071 532	258 397 860

La diminution des dépenses nettes prévues est principalement attribuable aux fluctuations des investissements dans les projets de technologie de l'information. Les dépenses prévues en 2020-2021 sont plus élevées que celles des années suivantes parce qu'il y a un plus grand nombre de projets en cours d'élaboration ou de mise en œuvre à l'heure actuelle. Comme de nombreux projets seront achevés en 2021-2022 et en 2022-2023, les dépenses prévues devraient diminuer.

Ressources humaines prévues pour les Services internes

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2022-2023
3 018,52	3 030,18	3 041,78



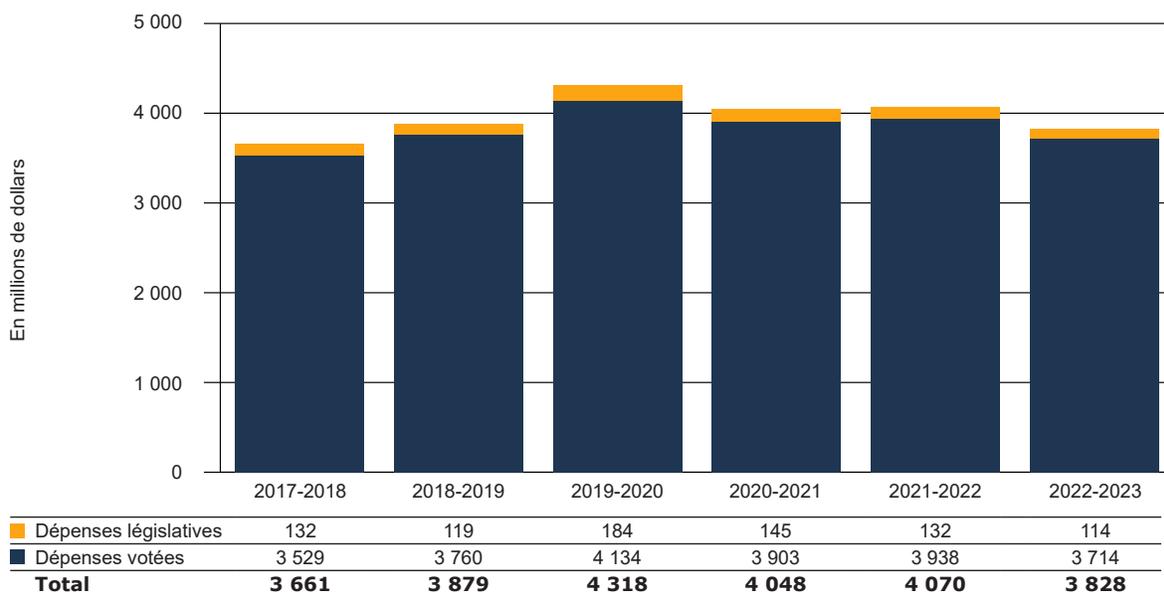
Dépenses et ressources humaines

Cette section donne un aperçu des dépenses et des ressources humaines du ministère prévues pour les 3 prochains exercices et compare les dépenses prévues pour l'exercice à venir avec les dépenses réelles pour les exercices précédents.

Dépenses prévues

Dépenses ministérielles de 2017-2018 à 2022-2023

Le graphique ci-dessous présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.



Le graphique des tendances relatives aux dépenses du Ministère présente les tendances des dépenses prévues et réelles du Ministère au fil du temps. Les données qui représentent les dépenses réelles (2017-2018 à 2018-2019), les dépenses projetées (2019-2020) et les dépenses prévues (2020-2021 à 2022-2023) sont réparties entre les dépenses législatives et les dépenses votées.

L'analyse des écarts entre les dépenses réelles, les dépenses projetées et les dépenses prévues est présentée dans la section « Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les Services internes ».

Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les Services internes (en dollars)

Le tableau ci-dessous présente les dépenses réelles, les prévisions des dépenses et les dépenses prévues pour chaque responsabilité essentielle de Services publics et Approvisionnement Canada et pour les Services internes pour les exercices pertinents à l'année de planification en cours.

Responsabilités essentielles et Services internes	Dépenses 2017-2018	Dépenses 2018-2019	Prévisions des dépenses 2019-2020	Dépenses budgétaires 2020-2021 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022	Dépenses prévues 2022-2023
Achat de biens et de services	175 626 248	184 354 499	174 202 037	206 899 418	206 899 418	147 864 928	144 920 400
Paiements et comptabilité	338 203 919	469 877 329	615 780 232	316 291 929	316 291 929	311 205 052	219 116 779
Biens et infrastructure	2 710 895 329	2 829 166 463	3 026 624 168	3 068 409 083	3 068 409 083	3 183 871 405	3 060 777 747
Soutien à l'échelle du gouvernement	136 782 441	106 721 614	169 028 879	170 809 108	170 809 108	152 004 622	140 346 346
Ombudsman de l'approvisionnement	3 776 030	4 398 757	4 418 726	4 138 544	4 138 544	4 149 751	4 152 605
Total partiel	3 365 283 967	3 594 518 662	3 990 054 042	3 766 548 082	3 766 548 082	3 799 095 758	3 569 313 877
Services internes	295 624 358	284 557 972	327 476 510	281 723 937	281 723 937	271 071 532	258 397 860
Total	3 660 908 325	3 879 076 634	4 317 530 552	4 048 272 019	4 048 272 019	4 070 167 290	3 827 711 737

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Les écarts observés s'expliquent comme suit :

- Pour 2019-2020, le Ministère prévoit de dépenser environ **657 millions** de dollars de plus qu'en 2017-2018. Cette augmentation est due à une vaste gamme d'initiatives, y compris :
 - le financement supplémentaire pour stabiliser le système de paye et les opérations;
 - la réhabilitation des grandes infrastructures publiques, afin de réduire les risques liés à la santé et à la sécurité et d'assurer la gérance à long terme de ces biens; et
 - un financement accru pour la protection contre l'inflation et les variations de prix des loyers et des services publics.

- Pour 2020-2021, les dépenses prévues sont inférieures d'environ **269 millions** de dollars aux dépenses prévues pour 2019-2020. Cette diminution est surtout attribuable aux éléments suivants :
 - la fin du financement supplémentaire reçu dans le budget de 2018 pour :
 - les améliorations en vue de stabiliser la prestation de la paye, y compris les systèmes et les processus; et
 - le Programme des locaux fédéraux qui offre des services de locaux ainsi que des services immobiliers connexes aux ministères et aux organismes fédéraux.
 - Ces deux éléments seront compensés par une augmentation du financement reçu en 2020-2021 pour établir une stratégie de gestion du financement des immobilisations à long terme et gérer le portefeuille d'actifs du Ministère.
- Pour 2022-2023, le ministère prévoit de dépenser **221 millions** de dollars de moins qu'en 2020-2021. Cette diminution est attribuable à la fin ou à la réduction progressive du financement d'une vaste gamme d'initiatives, notamment :
 - la fin du financement supplémentaire reçu dans le budget 2019 pour stabiliser les opérations de la paye;
 - la réduction des besoins de financement ayant découlé de la mise en œuvre de la Solution d'approvisionnement électronique, une initiative présentée dans le budget 2018 qui permettra de simplifier et d'améliorer l'approvisionnement;
 - l'achèvement des projets de technologie de l'information en 2020-2021 et en 2022-2023.

Alors que SPAC a fait la transition vers le Cadre ministériel des résultats en 2018-2019, les dépenses pour 2017-2018, qui étaient auparavant déclarées selon l'architecture d'alignement des programmes, ont été traitées de nouveau pour être conformes à la présentation du présent plan ministériel.

Sommaire des dépenses budgétaires brutes prévues pour 2020-2021 (en dollars)

Le tableau ci-dessous fait le rapprochement des dépenses brutes prévues et des dépenses nettes prévues pour 2020-2021.

Responsabilités essentielles et Services internes	Dépenses brutes prévues 2020-2021	Recettes prévues affectées aux dépenses 2020-2021	Dépenses nettes prévues 2020-2021
Achat de biens et de services	486 719 824	279 820 406	206 899 418
Paielements et comptabilité	455 594 880	139 302 951	316 291 929
Biens et infrastructure	6 005 529 040	2 937 119 957	3 068 409 083
Soutien à l'échelle du gouvernement	467 632 948	296 823 840	170 809 108
Ombudsman de l'approvisionnement	4 138 544	0	4 138 544
Total partiel	7 419 615 236	3 653 067 154	3 766 548 082
Services internes	352 533 659	70 809 722	281 723 937
Total	7 772 148 895	3 723 876 876	4 048 272 019

Les principales sources de revenus de SPAC, en réduction des dépenses, proviennent du programme fédéral *Locaux fédéraux et Infrastructure* et de ses trois fonds renouvelables actifs.

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (FRSI) génère la plupart des revenus en fournissant des services immobiliers tels l'exécution de projets, la gestion des installations et les services consultatifs. Le programme fédéral *Locaux fédéraux et Infrastructure* génère principalement des revenus par les locaux, salles de conférence et stationnement qu'il fournit, par la préparation des locaux avant leur occupation et par la production et la distribution de services publics.

Le Fonds renouvelable des services optionnels (FRSO) génère également des revenus grâce aux services de communication, de voyage et d'achat de vaccins, ainsi que par l'entremise du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (FRBT) qui fournit des services de traduction, d'interprétation et d'autres services linguistiques.

Ressources humaines prévues

Le tableau ci-dessous présente les équivalents temps plein réels, les prévisions d'équivalents temps plein et les équivalents temps plein prévus pour chaque responsabilité essentielle de Services publics et Approvisionnement Canada et pour les Services internes pour les exercices pertinents à l'année de planification en cours.

Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les Services internes

Responsabilités essentielles et Services internes	Équivalents temps plein réels 2017-2018	Équivalents temps plein réels 2018-2019	Prévisions d'équivalents temps plein 2019-2020	Équivalents temps plein prévus 2020-2021	Équivalents temps plein prévus 2021-2022	Équivalents temps plein prévus 2022-2023
Achat de biens et services	1 560,00	1 693,80	1 724,00	1 860,30	1 800,60	1 772,40
Paiements et comptabilité	2 384,42	3 878,53	4 605,59	2 399,05	2 408,79	2 422,79
Biens et infrastructure	3 452,58	3 999,01	4 317,60	4 423,02	4 365,26	4 329,91
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 113,00	2 292,20	2 480,24	2 511,54	2 509,04	2 506,46
Ombudsman de l'approvisionnement	24,00	24,91	18,00	20,89	20,01	20,01
Total partiel	9 534,00	11 888,45	13 145,43	11 214,90	11 103,70	11 051,57
Services internes	2 646,35	2 740,37	2 854,89	3 018,52	3 030,18	3 041,78
Total	12 180,35	14 628,82	16 000,32	14 233,42	14 133,88	14 093,35

Budget des dépenses par crédit voté

Des renseignements sur les crédits de Service publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans le [Budget principal des dépenses 2020-2021^{xx}](#).

État des résultats condensé prospectif

L'état des résultats condensés prospectifs donne un aperçu des opérations de Service publics et Approvisionnement Canada de 2019-2020 à 2020-2021.

Les montants des prévisions des résultats et des résultats prévus dans le présent état des résultats ont été préparés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les montants des prévisions des dépenses et des dépenses prévues présentées dans d'autres sections du plan ministériel ont été établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Les montants peuvent donc différer.

Un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, notamment un rapprochement des coûts de fonctionnement nets et des autorisations demandées, se trouvent sur le [site Web de Services publics et Approvisionnement Canada^{xxi}](#).

État des résultats condensé prospectif pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 (en dollars)

Renseignements financiers	Prévisions des résultats 2019-2020	Résultats prévus 2020-2021	Écart (résultats prévus pour 2020-2021 moins prévisions des résultats de 2019-2020)
Total des dépenses	7 062 079 011	6 480 526 501	(581 552 510)
Total des revenus	3 308 234 513	3 225 377 747	(82 856 766)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 753 844 498	3 255 148 754	(498 695 744)

Le coût net des opérations devrait être réduit de 498,7 millions de dollars en 2020-2021, passant ainsi de 3 753,8 à 3 255,1 millions de dollars. Cette diminution est principalement attribuable aux éléments suivants :

- la fin du financement supplémentaire reçu dans le budget de 2018 pour :
 - les améliorations en vue de stabiliser la prestation de la paye, y compris les systèmes et les processus;
 - le Programme des locaux fédéraux qui offre des services de locaux ainsi que des services immobiliers connexes aux ministères et aux organismes fédéraux. 🍁



La ministre Anand fait la tournée de l'édifice du Centre (le 4 décembre 2019).

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : Anita Anand, c.p., députée

Administrateur général :

Bill Matthews

Portefeuille ministériel : Services publics et Approvisionnement Canada

Instruments habilitants : La *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*^{xxii} établit le ministère des Services publics et de l'Approvisionnement Canada.

Année d'incorporation ou de création : 1841

Autres : La ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a des responsabilités en vertu de 19 autres lois. Les plus importantes sont les suivantes :

- *Loi sur la Société canadienne des postes*^{xxiii}
- *Loi sur la capitale nationale*^{xxiv}
- *Loi sur l'expropriation*^{xxv}
- *Loi sur la production de défense*^{xxvi}
- *Loi sur l'administration des biens saisis*^{xxvii}
- *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*^{xxviii}
- *Loi sur la gestion des finances publiques*^{xxix}

Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités

La section « Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités » est accessible sur le site Web de SPAC^{xxx}.

Pour de plus amples informations sur les engagements de la lettre de mandat organisationnelle du ministère, voir la « lettre de mandat de la ministre ».

Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel sont accessibles sur le site [Web de SPAC^{xxx}](http://www.spac.gc.ca).

Cadre de présentation de rapports

Le cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes approuvés de Services publics et Approvisionnement Canada pour 2020-2021 sont illustrés ci-dessous.

Responsabilité essentielle : Description

1. Achat de biens et de services	2. Paiements et comptabilité	3. Biens et infrastructure	4. Soutien à l'échelle du gouvernement	5. Ombudsman de l'approvisionnement
SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.	SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension pour le gouvernement du Canada.	SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.	SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.	Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

Responsabilité essentielle : Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels

1. Achat de biens et de services	2. Paiements et comptabilité	3. Biens et infrastructure	4. Soutien à l'échelle du gouvernement	5. Ombudsman de l'approvisionnement
<p>1.1 Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix.</p> <p>1.1.1 Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC</p> <p>1.1.2 Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits</p> <p>1.1.3 Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits</p> <p>1.1.4 Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat</p> <p>1.1.5 Pourcentage de la valeur en argent attribuée dans le cadre de processus de passation de contrats concurrentiels</p>	<p>2.1 Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.</p> <p>2.1.1 Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits</p> <p>2.1.2 Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables</p> <p>2.1.3 Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits</p>	<p>3.1 Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des parlementaires et/ou des parlements canadiens, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix.</p> <p>3.1.1 Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur</p> <p>3.1.2 Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur</p> <p>3.1.3 Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont modernisés chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement des locaux en vigueur du gouvernement du Canada</p>	<p>4.1 Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité.</p> <p>4.1.1 Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur</p> <p>4.1.2 Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction</p>	<p>5.1 Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements (éducation).</p> <p>5.1.1 Nombre d'activités éducatives tenues chaque année avec les petites et moyennes entreprises ainsi que les représentants du gouvernement fédéral</p> <p>5.1.2 Nombre d'emplacement géographiques qui tiennent ces activités éducatives</p>

Responsabilité essentielle : Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels (suite)

1. Achat de biens et de services	2. Paiements et comptabilité	3. Biens et infrastructure	4. Soutien à l'échelle du gouvernement	5. Ombudsman de l'approvisionnement
<p>1.1.1.6 Pourcentage de contrats attribués dans le cadre d'offres à commandes et/ou d'arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC</p> <p>1.1.1.7 Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique</p> <p>1.1.1.8 Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions ont été reçues (Niveau 3 à 5)</p> <p>1.1.1.9 Nombre moyen de soumissionnaires qualifiés dans le cadre des processus d'approvisionnement concurrentiels complexes</p> <p>1.2 Les achats du gouvernement sont simples, facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs.</p> <p>1.2.1 Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'achat comme étant simple et facilement accessible</p> <p>1.2.2 Pourcentage de contrats attribués ayant fait l'objet d'une plainte fondée</p> <p>1.2.3 Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'achat comme étant juste et transparent</p> <p>1.2.4 Nombre d'approvisionnement numérique souples</p> <p>1.3 Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada.</p> <p>1.3.1 Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises</p> <p>1.3.2 Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC qui visent des biens et services « écologiques »</p> <p>1.3.3 Pourcentage d'augmentation de la participation d'entreprises appartenant à des Autochtones aux processus d'approvisionnement</p> <p>1.3.4 Pourcentage d'augmentation de la participation d'entreprises appartenant à des femmes aux processus d'approvisionnement</p>	<p>2.2 Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte.</p> <p>2.2.1 Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais</p> <p>2.3 En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux.</p> <p>2.3.1 Pourcentage des mouvements de paye traités de manière exacte et dans les délais</p> <p>2.3.2 Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye</p> <p>2.3.3 Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre de paye, qui ont été traités à temps</p> <p>2.4 Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada.</p> <p>2.4.1 Les Comptes publics du Canada sont publiés sur le site Web du Ministère dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes</p> <p>2.4.2 Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts</p>	<p>3.1.4 Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget</p> <p>3.1.5 Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles</p> <p>3.1.6 Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux, à bureaux appartenant à l'État</p> <p>3.2 Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada.</p> <p>3.2.1 Pourcentage des immeubles appartenant à SPAC et des immeubles bail-achat ayant des fonctionnalités en appui à l'accessibilité de l'environnement bâti</p> <p>3.2.2 Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements</p>	<p>4.2 Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée.</p> <p>4.2.1 Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité opérationnelle traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures</p> <p>4.2.2 Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés</p> <p>4.3 Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens.</p> <p>4.3.1 Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services de soutien et des outils de SPAC</p> <p>4.3.2 Pourcentage des normes de service de SPAC respectées</p>	<p>5.2 Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à la facilitation (règlement extrajudiciaire des différends).</p> <p>5.2.1 Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties</p> <p>5.3 Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à une enquête.</p> <p>5.3.1 Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinées dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives</p> <p>5.3.2 Pourcentage des recommandations faites par l'ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures</p>

Responsabilité essentielle : Répertoire des programmes

1. Achat de biens et de services	2. Paiements et comptabilité	3. Biens et infrastructure	4. Soutien à l'échelle du gouvernement	5. Ombudsman de l'approvisionnement
<ul style="list-style-type: none"> Leadership en matière d'approvisionnement Services d'approvisionnement 	<ul style="list-style-type: none"> Administration de la paye fédérale Administration de la pension fédérale Paiement en remplacement d'impôt aux administrations locales Paiements et perception des recettes Comptabilité et production de rapports à l'échelle du gouvernement Opérations du Cap-Breton (OCB) — Avantages des legs en matière de RH 	<ul style="list-style-type: none"> Locaux fédéraux et Infrastructure Services immobiliers Colline du Parlement et ses environs Opérations du Cap-Breton (OCB) — Gestion de portefeuille 	<ul style="list-style-type: none"> Services linguistiques Services de communication Services organisationnels pangouvernementaux Services d'imagerie documentaire Aliénation des biens Stratégie de service Office des normes générales du Canada Services de sécurité et de surveillance 	<ul style="list-style-type: none"> Ombudsman de l'approvisionnement

Changements apportés au cadre de présentation de rapports approuvé depuis 2019-2020

SPAC n'a apporté que des modifications mineures à son Cadre ministériel des résultats 2020-2021. Ces modifications représentent des changements au niveau des résultats et des indicateurs du ministère. Par conséquent, les responsabilités essentielles de SPAC et l'inventaire des programmes ne changent pas.



Renseignements connexes sur le répertoire des programmes

Des renseignements sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxxii}](#). 🍁



Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site [Web de Services publics et Approvisionnement Canada](#)^{xxxiii}:

- [Stratégie ministérielle de développement durable](#)^{xxxiv}
- [Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de plus de 5 millions de dollars](#)^{xxxv}
- [Analyse comparative entre les sexes plus](#)^{xxxvi}
- [Rapport d'étape sur les projets de transformation et les grands projets de l'État](#)^{xxxvii} 🇨🇦



Dépenses fiscales fédérales

Le plan ministériel de Services publics et Approvisionnement Canada ne comprend pas de renseignements sur les dépenses fiscales qui sont liées à ses résultats prévus pour 2020-2021.

Les mesures fiscales relèvent du ministre des Finances. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût des dépenses fiscales fédérale dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)^{xxxviii}. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédéraux connexes, ainsi que sur les évaluations fiscales, les rapports de recherche et les analyses comparatives entre les sexes. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport relèvent uniquement du ministre des Finances. 🍁



Coordonnées de l'organisation

Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services de SPAC, veuillez communiquer avec nous par l'entremise de la page [Demandes de renseignements généraux^{xxxix}](#) de notre site Web.

Vous pouvez suivre SPAC sur Facebook, LinkedIn, Twitter et Instagram. 🍁



Annexe : définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) (*gender-based analysis plus [GBA+]*)

Approche analytique qui sert à évaluer les répercussions potentielles des politiques, des programmes et des initiatives sur les femmes, les hommes et les personnes de divers genres en tenant compte de multiples facteurs, qui incluent la race, l'ethnicité, la religion, l'âge ainsi que les déficiences physiques et intellectuelles.

cadre ministériel des résultats (*departmental results framework*)

Cadre qui comprend les responsabilités essentielles du ministère, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

cible (*target*)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un

programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit (*appropriation*)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (*budgetary expenditures*)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (*statutory expenditures*)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles

peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires

(non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues *(planned spending)*

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées *(voted expenditures)*

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

équivalent temps plein *(full-time equivalent)*

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète

d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures normales de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

expérimentation *(experimentation)*

Conduite d'activités visant d'abord à explorer, puis à mettre à l'essai et à comparer les effets et les répercussions de politiques et d'interventions, afin d'étayer la prise de décision sur des éléments probants et d'améliorer les résultats pour les Canadiens en examinant ce qui fonctionne et ne fonctionne pas. L'expérimentation est liée à l'innovation (l'essai de nouvelles choses), mais est distincte de celle-ci, car elle suppose une comparaison rigoureuse des résultats. Par exemple, l'utilisation d'un nouveau site Web pour communiquer avec les Canadiens peut être une innovation; tester systématiquement le nouveau site Web par rapport aux outils de sensibilisation existants ou à un ancien site Web pour voir lequel favorise un engagement accru est une expérimentation.

indicateur de rendement *(performance indicator)*

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

indicateur de résultat ministériel

(departmental result indicator)

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale *(horizontal initiative)*

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

plan *(plan)*

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel *(Departmental Plan)*

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère sur une période de 3 ans. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

priorité ministérielle *(departmental priority)*

Plan ou projet sur lequel un ministère a choisi de se concentrer et de faire rapport au cours de la période de planification. Les priorités ministérielles représentent ce qui est le plus important ou ce qui doit être fait en premier pour

appuyer l'atteinte des résultats ministériels souhaités.

priorités pangouvernementales

(government-wide priorities)

Aux fins du Plan ministériel 2020-2021, les priorités pangouvernementales renvoient aux thèmes de haut niveau qui décrivent le programme du gouvernement énoncé dans le discours du Trône de 2019 : Lutter contre les changements climatiques; Renforcer la classe moyenne; Parcourir le chemin de la réconciliation; Assurer la santé et la sécurité des Canadiens; Placer le Canada en position favorable pour assurer sa réussite dans un monde incertain.

production de rapports sur le

rendement *(performance reporting)*

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

programme *(program)*

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

rapport sur les résultats ministériels

(Departmental Results Report)

Présentation d'information sur les réalisations réelles d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (*performance*)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

répertoire des programmes (*program inventory*)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

responsabilité essentielle (*core responsibility*)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

résultat (*result*)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat ministériel (*departmental result*)

Conséquence ou résultat que vise un ministère. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats du niveau des programmes.

résultat stratégique (*strategic outcome*)

Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est rattaché au mandat, à la vision et aux fonctions de base d'une organisation. 🍁



Notes en fin d'ouvrage

- i Guide à l'intention des praticiens sur l'établissement des prix en approvisionnement, <https://achatsetventes.gc.ca/guide-a-l-intention-des-praticiens-sur-etablissement-des-prix-en-approvisionnement>
- ii Nations Unies, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>
- iii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- iv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- v InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- vi Tableau de bord du Centre des services de paye de la fonction publique, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/remuneration-compensation/services-pay-pay-services/centre-presse-media-centre/mise-a-jour-update-fra.html>
- vii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- viii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- ix InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- x Nations Unies, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>
- xi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xiii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xiv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xvi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xvii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xviii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xix InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>

- xx Budget principal des dépenses 2020-2021, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/depenses-prevues/plan-depenses-budget-principal.html>
- xxi Site Web de Service publics et Approvisionnement Canada, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/index-fra.html>
- xxii *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-38.2/>
- xxiii *Loi sur la Société canadienne des postes*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-10/index.html>
- xxiv *Loi sur la capitale nationale*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/n-4/>
- xxv *Loi sur l'expropriation*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-21/>
- xxvi *Loi sur la production de défense*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/D-1/>
- xxvii *Loi sur l'administration des biens saisis*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-8.3/>
- xxviii *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-27/>
- xxix *Loi sur la gestion des finances publiques*, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/>
- xxx Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2020-2021/reenseignements-information-eng.html#a2>
- xxxi Contexte opérationnel, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2020-2021/reenseignements-information-fra.html#a3>
- xxxii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxiii Tableaux de renseignements supplémentaires, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2020-2021/supplementary-supplementaires-fra.html>
- xxxiv Stratégie ministérielle de développement durable, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/smdd-dsds/index-fra.html>
- xxxv Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de plus de 5 millions de dollars, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2020-2021/ppt-tpp-fra.html>
- xxxvi Analyse comparative entre les sexes plus, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2020-2021/acs-gba-fra.html>
- xxxvii Rapport d'étape sur les projets de transformation et les grands projets de l'État, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2020-2021/trs-tps-fra.html>
- xxxviii Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>
- xxxix Demandes de renseignements généraux, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/cn-cu-fra.html#general>

